Catastrophes et situations d'urgence

L'Algérie mise sur l'alerte précoce

PAGE 5

Supercoupe d'Afrique

L'USMA s'offre un deuxième sacre continental

PAGE 16



QUOTIDIEN
CRÉSUS
www.cresus.dz
In medio stat virtus

Investissements étrangers

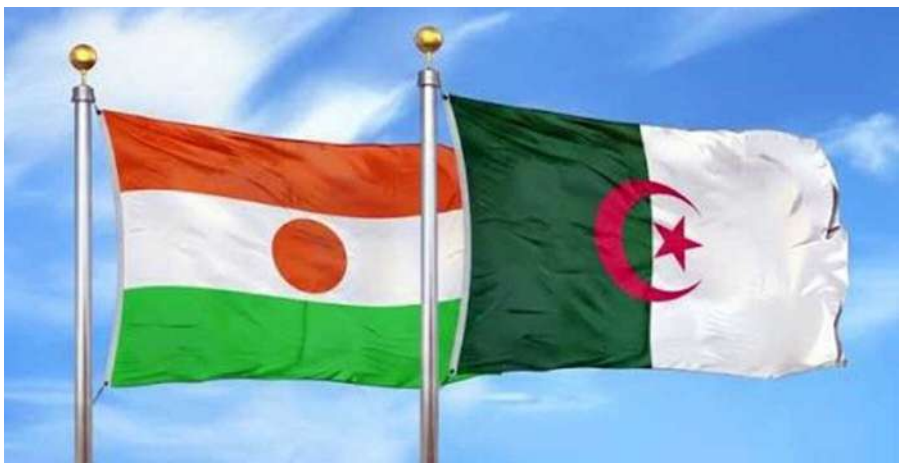
L'Algérie déploie ses ambitions à Genève

PAGE 7

Algérie-Niger

Quand l'affabulation se substitue à la diplomatie européenne

PAGE 4



Un individu se présentant comme le porte-parole de l'Union européenne a fait une déclaration dans laquelle il affirmait que Bruxelles suivait la situation de près et cherchait à obtenir davantage de précisions sur la portée, les objectifs ainsi que la base du déploiement des unités algériennes au Niger, dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord algéro-nigérien dans le domaine militaire.

Partis politiques africains

Une conférence continentale en 2027

PAGE 5

La rencontre aura pour objectif de renforcer le dialogue politique, prévenir les conflits et consolider la paix et la stabilité dans le continent.



Recyclage des déchets

De nouvelles incitations fiscales

PAGE 6

Avec plus de 15 millions de tonnes de déchets produites chaque année, l'Algérie cherche à transformer un problème environnemental en véritable opportunité économique. En somme, faire des déchets une richesse plutôt qu'une charge.



LOCALES DU 28 NOVEMBRE 2026

Quand l'IA fait campagne

PAGES 2-3



Les électeurs attendent des élus de la proximité, pas des images de synthèse. Le développement local mérite mieux qu'une campagne électorale fabriquée en série.

- **Démocratie, investissement et gouvernance au menu**
- **Plaidoyer pour une nouvelle approche**

COP 31

Alger veut faire entendre sa voix

PAGE 16

ELECTIONS LOCALES

Démocratie, investissement et gouvernance au menu

Les candidats appelés à faire de la proximité avec les citoyens une priorité de leur action.

La campagne électorale se poursuit autour des enjeux de développement local et de gestion des collectivités. Le FFS met en avant la démocratie participative et la décentralisation, le RND privilégie l'investissement et la proximité avec les citoyens, tandis que le FLN appelle à une campagne fondée sur les programmes, la responsabilité et le respect de la loi.



CAP SUR LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Sous le slogan «Pour des assemblées locales au service de la démocratie et du développement», le Front des forces socialistes inscrit sa participation au scrutin du 28 novembre dans une démarche axée sur la transformation de la gouvernance locale.

Le parti considère ces élections comme une occasion de replacer la question démocratique au centre du débat politique national. Son programme repose notamment sur une implication accrue des citoyens dans la prise de décisions, l'élaboration des politiques publiques et le suivi de leur mise en œuvre.

Le FFS plaide ainsi pour des Assemblées locales qui ne se limitent pas à leur rôle de gestion administrative, mais deviennent de véritables espaces de décisions et d'actions au service des populations. Dans cette perspective, il préconise l'instauration d'un dialogue permanent entre les élus et les citoyens, la présentation régulière de bilans ainsi que le renforcement des mécanismes de transparence et de responsabilité.

La décentralisation constitue également un axe majeur de ses propositions. La formation politique appelle à une révision des codes communal et de wilaya, à un élargissement des prérogatives des Assemblées élues ainsi qu'à une réforme de la fiscalité locale. Elle revendique, par ailleurs, une répartition plus équitable des ressources nationales afin de réduire les disparités territoriales et de doter les collectivités des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Sur le plan socio-économique, le programme accorde une place importante à l'amélioration des services publics de proximité, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de l'alimentation en eau potable, des transports et de l'environnement.

Le développement de l'économie locale figure également parmi les priorités du parti. Celui-ci mise sur la valorisation des potentialités territoriales, notamment dans l'agriculture, l'artisanat et le tourisme, ainsi que sur la promotion des coopératives et des petites entreprises pour stimuler l'emploi, particulièrement au profit des jeunes.

RENFORCER LA PROXIMITÉ

De son côté, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Monder Bouden, a insisté sur la nécessité d'encourager et d'accompagner les investisseurs afin de stimuler le développement dans les différentes wilayas et communes.

Intervenant lors d'un rassemblement populaire organisé à la maison de la culture Malek-Haddad de Constantine, le responsable politique a appelé les candidats de son parti à multiplier les contacts directs avec les citoyens, à être à leur écoute et à prendre en considération leurs préoccupations. Pour Monder Bouden, les rassemblements populaires ne suffisent pas à eux seuls à expliquer les programmes électoraux et à gagner la confiance des électeurs. Il estime nécessaire de privilégier des mécanismes de communication plus efficaces, fondés sur la proximité et les échanges directs avec les habitants.

Il a ainsi exhorté les candidats à mener une campagne de terrain efficace et honnête, en allant à la rencontre des citoyens pour leur présenter leurs engagements et les projets qu'ils entendent concrétiser. Le secrétaire général du RND a rappelé, à ce titre, que la mission fondamentale de l'élu local demeure d'être au service du citoyen et de défendre l'intérêt général.Saluant les compétences et l'engagement des candidats de sa formation politique, Monder Bouden s'est dit optimiste quant à leur participation au scrutin. Il a également souligné l'importance de la wilaya de Constantine dans les ambitions électorales du parti, qui compte notamment sur ses candidats dans les douze communes de la wilaya pour consolider son ancrage local.

UNE CAMPAGNE AXÉE SUR LES PROGRAMMES

Pour sa part, le secrétaire général du Front de libération nationale, Abdelkrim Benmbarek, a présenté les élections locales du 28 novembre prochain comme une nouvelle étape dans le processus de consolidation de la pratique démocratique et de renforcement des institutions de l'État.

Abordant les perspectives économiques, le responsable du FLN a estimé que le projet de loi de finances pour 2027 traduit les efforts engagés en faveur d'une dynamique de développement global. Il a, dans ce cadre, souligné le rôle des Assemblées élues dans l'accompagnement de cette dynamique et la concrétisation des objectifs de développement.

Il a également insisté sur la nécessité de consolider la cohésion nationale, la solidarité et l'unité, considérant que la poursuite du développement constitue une responsabilité collective.

I. Khermane

GESTION LOCALE

Plaidoyer pour une nouvelle approche

La plupart des interventions des dirigeants politiques en campagne convergent autour d'un même impératif : améliorer la gestion des collectivités locales, répondre aux préoccupations des citoyens et renforcer le rôle des Assemblées populaires communales et de wilaya dans la prise en charge des besoins quotidiens de la population.

REPENSER LA GESTION LOCALE

Pour le Front El Moustakbel, la mise en place d'un développement local durable passe nécessairement par une nouvelle conception de la gestion des communes et des wilayas. Il s'agit de dépasser la simple gestion des dossiers administratifs pour adopter une véritable vision de développement, faisant des collectivités locales des espaces d'initiative, de production et de création de richesse.

Lors d'un meeting populaire organisé hier dans la wilaya de Djelfa, le sénateur Hadj Belghouti a souligné que le véritable enjeu consiste à permettre à chaque commune d'identifier ses opportunités de développement et à chaque région de devenir un pôle capable de valoriser ses atouts et de créer de la valeur ajoutée. Une démarche qui, selon lui, favoriserait l'intégration économique entre les régions et contribuerait à un développement national équilibré. Insistant sur l'importance de la décentralisation, Hadj Belghouti a également estimé que la relation entre l'élu et le citoyen ne devait pas se limiter à la période de campagne électorale ou au jour du scrutin. Elle doit, au contraire, s'inscrire dans la durée et reposer sur une communication permanente, une présence effective sur le terrain, l'ouverture au dialogue et l'implication des citoyens dans la définition des priorités, le suivi des projets et l'évaluation des résultats. Les habitants doivent ainsi être considérés comme des partenaires à part entière dans la gestion des affaires locales et la prise de décisions.

UNE APPROCHE PARTICIPATIVE

De son côté, le président du parti Sawt Echaab, Lamine Osmani, a mis en avant une approche participative de la gestion des affaires locales.

Celle-ci repose, selon lui, sur l'implication des citoyens dans la définition des priorités de développement et la prise en considération de leurs préoccupations.

Lors d'un meeting populaire organisé samedi à Annaba, il a qualifié le scrutin du 28 novembre d'«étape importante pour renforcer la participation à la gestion des affaires publiques et consolider le rôle des assemblées élues dans la prise en charge des préoccupations des citoyens et le soutien au développement à l'échelle locale».

Pour le responsable politique, le processus électoral «ne doit pas être réduit à une course aux sièges», mais constituer une occasion de présenter des programmes réalistes et des visions de développement claires, permettant aux électeurs de faire leur choix sur la base de la compétence et de la capacité à assumer des responsabilités au service de l'intérêt général.

Il a également souligné que la vision de son parti repose sur la place centrale que doit occuper le citoyen dans le processus décisionnel local.

Cet objectif passe, a-t-il expliqué, par la mise en place de mécanismes permettant d'écouter les habitants, d'identifier leurs besoins et de définir, en concertation avec eux, les priorités de développement.

Dans cette perspective, Lamine Osmani a rappelé que les élus locaux sont appelés à privilégier le travail de terrain, à se rapprocher des citoyens, à s'enquérir de leurs conditions de vie et à assurer un suivi régulier de leurs préoccupations.

L'ÉLU DOIT DONNER L'EXEMPLE

Depuis le début de la campagne électorale, le Mouvement El Binaa met, pour sa part, l'accent sur le profil et les compétences de ses candidats.

Selon Nasreddine Salem Cherif, président du Conseil consultatif national du parti, la formation politique a privilégié des candidats disposant d'un solide parcours scientifique et professionnel, tout en s'attachant à attirer des compétences susceptibles d'apporter une réelle valeur ajoutée au sein des assemblées locales élues.

Lors d'un meeting populaire animé hier à Batna, le responsable a estimé que tout candidat aux élections locales devait disposer d'une vision globale de sa commune, prenant en compte sa composante humaine ainsi que ses potentialités économiques, sociales et culturelles.

Cette connaissance du territoire constitue, selon lui, le socle d'une vision permettant à l'élu d'assumer pleinement son rôle de responsable et de bâtisseur.

Le président du Conseil consultatif national d'El Binaa a également appelé les candidats de son parti à privilégier la collaboration avec les différentes composantes de la collectivité, notamment les associations et les formations politiques concurrentes.

Nasreddine Salem Cherif a appelé les futurs élus à faire preuve d'exemplarité, à préserver les biens publics et à défendre l'intérêt des citoyens afin de contribuer au développement du pays.

S. Smati

LOCALES DU 28 NOVEMBRE 2026

Quand l'IA fait campagne

Les électeurs attendent des élus de la proximité, pas des images de synthèse. Le développement local mérite mieux qu'une campagne électorale fabriquée en série.

À force de recourir à l'intelligence artificielle, les candidats aux élections locales semblent avoir perdu jusqu'au sens de la communication politique. Des affiches presque identiques, des couleurs interchangeables, des portraits retouchés à l'excès et des mises en scène parfois décalées : la campagne électorale donne davantage l'impression d'un concours de graphisme artificiel que d'une véritable confrontation de projets au service du citoyen.



SOUS LE SIGNE DU COPIER-COLLER

Il fallait s'y attendre, mais certainement pas à ce point. À peine la campagne électorale pour les élections des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW) du 28 novembre 2026 lancée, un constat saute aux yeux : les affiches des candidats semblent toutes sortir du même moule. Même disposition des éléments, mêmes couleurs, mêmes typographies, mêmes effets visuels et, surtout, même recours systématique à l'intelligence artificielle. D'une liste à une autre, d'une commune à une autre, difficile parfois de distinguer une affiche de l'autre.

L'outil qui aurait pu constituer un moyen de renouveler la communication politique et de donner davantage de visibilité aux candidats a fini par produire l'effet inverse. Au lieu de favoriser l'originalité, il uniformise les messages et gomme les particularités. Les affiches se ressemblent tellement qu'elles donnent le sentiment d'une campagne conçue par un seul et même prestataire, avec quelques changements de noms, de photos et de numéros de listes.

Cette standardisation pose une véritable question sur la conception même de la communication électorale. Une campagne locale devrait, par définition, refléter l'identité d'un territoire, ses réalités, ses préoccupations et les attentes de ses habitants. Or, que révèle une affiche reproduite à l'identique dans plusieurs communes, avec les mêmes artifices graphiques et les mêmes formules passe-partout ? Bien peu de choses sur le candidat, encore moins sur sa connaissance du terrain ou sa capacité à porter un projet de développement local.

DES PORTRAITS DAVANTAGE PUBLICITAIRES QUE POLITIQUES

Mais le problème ne s'arrête pas à la banalisation des visuels. Il concerne également la représentation des candidats, particulièrement celle de certaines femmes candidates. Le recours excessif aux filtres, aux retouches numériques et aux poses soigneusement mises en scène donne parfois lieu à des portraits qui s'éloignent considérablement de l'image que devrait renvoyer une candidature à une responsabilité publique. Visages lissés, apparences artificiellement embellies, postures empruntées à la photographie publicitaire ou aux réseaux sociaux : l'image prend le dessus sur la fonction.

Il ne s'agit évidemment pas de contester le droit des candidates à soigner leur présentation, ni de leur imposer une quelconque manière de se montrer. Mais une affiche électorale n'est ni une publicité cosmétique ni une publication destinée à récolter des appréciations sur les réseaux sociaux. Elle est avant tout un support d'engagement politique et citoyen. Elle devrait donner à voir une personne qui aspire à représenter les habitants, à défendre leurs intérêts et à prendre part à la gestion des affaires locales.

À ce titre, la sobriété, l'authenticité et la crédibilité devraient primer sur les artifices. Un portrait naturel, une présentation digne et un message clair valent certainement mieux qu'une image transformée au point de faire oublier la personne qu'elle est censée représenter. La même exigence vaut, bien entendu, pour les candidats hommes.

L'IMAGE AVANT LES PROJETS

Car, au fond, le véritable enjeu de ces élections n'est pas de savoir qui dispose de la plus belle affiche, du meilleur filtre ou du visuel le plus sophistiqué. Il est de convaincre les électeurs de la capacité des candidats à répondre aux problèmes quotidiens : aménagement urbain, propreté, éclairage public, transport, logement, équipements de proximité, gestion des ressources communales et amélioration du cadre de vie.

L'intelligence artificielle n'est pas en soi le problème. Elle peut être un outil utile, à condition de rester au service de la créativité et non de s'y substituer. Encore faut-il que les candidats comprennent qu'un outil numérique ne saurait remplacer une vision politique, une connaissance du terrain ou une véritable proximité avec les citoyens.

À vouloir tous afficher la même image, les candidats risquent finalement de transmettre un message bien involontaire : celui d'une campagne sans personnalité, sans identité et sans véritable différence. Or, dans une compétition électorale, la première qualité d'un candidat devrait justement être de se distinguer, non par les artifices de son affiche, mais par la sincérité de son engagement et la consistance de son projet.

Les électeurs attendent des élus de proximité, pas des images de synthèse. Et le développement local mérite mieux qu'une campagne électorale fabriquée en série.

Assia M.

PARTENARIAT PARLEMENTAIRE

L'Algérie et la Russie misent sur la recherche

Les relations algéro-russes pourraient connaître une nouvelle dynamique dans les domaines académique, scientifique et de la recherche. Cette perspective a été au centre d'une rencontre tenue hier au siège du Conseil de la nation, entre le président du groupe d'amitié parlementaire Algérie-Russie, Mohamed Boukrou, et une délégation de l'Institut des études africaines relevant de l'Académie des sciences de Russie, conduite par le professeur Perevin Mamedzadeh. Recevant la délégation russe sur instruction du président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, Mohamed Boukrou a mis en avant la profondeur des relations historiques entre les deux pays, fondées sur la coopération et le respect mutuel et consolidées par un dialogue politique de haut niveau. Il a notamment rappelé la signature, en juin 2023, de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et son homologue russe, Vladimir Poutine, estimant que cet accord a contribué à donner une nouvelle impulsion aux relations bilatérales.

Le responsable parlementaire s'est également félicité de la multiplication des échanges et des visites entre les deux pays, notamment au niveau parlementaire, qui témoignent de leur volonté commune d'élargir les domaines de coopération.

Au-delà des relations politiques, Mohamed Boukrou a souligné l'importance du potentiel encore inexploité dans les domaines académique et scientifique. Il a ainsi plaidé pour un renforcement des échanges entre les institutions de recherche des deux pays afin de hisser cette coopération au niveau des relations politiques et de consolider le partenariat bilatéral dans différents secteurs.

De son côté, le chef de la délégation russe, Perevin Mamedzadeh, a salué la qualité de l'accueil qui lui a été réservé et souligné l'importance de cette visite pour renforcer les passerelles de dialogue et de compréhension entre l'Algérie et la Russie.

Il a également mis en avant les perspectives offertes par les relations entre les deux pays pour développer davantage les échanges et les partenariats dans les domaines académique, scientifique et de la recherche, au service de leurs intérêts communs.

48E CONFÉRENCE DE L'UPA À LOMÉ

Une délégation du Conseil de la nation au rendez-vous

Une délégation du Conseil de la nation participe, du 9 au 14 novembre 2026, aux travaux de la 86e session du Comité exécutif et de la 48e Conférence de l'Union parlementaire africaine (UPA), organisées dans la capitale togolaise, Lomé. Cette participation intervient sur instruction du président du Conseil de la nation, Azouz Nasri. Conduite par Kaddour Beraadj, membre du Conseil de la nation et vice-président du Comité exécutif de l'UPA, la délégation comprend également les membres de cette institution, Rachid Laïb et Laïd Boukfa, précise un communiqué de la même institution.

Les travaux de cette rencontre seront consacrés à plusieurs problématiques majeures auxquelles le continent africain est confronté. Deux principaux thèmes figurent à l'ordre du jour. Le premier porte sur le chômage des jeunes, la migration et le terrorisme, avec un accent particulier sur les réponses que les parlements africains peuvent apporter face à ces défis. Le second axe de réflexion concerne les répercussions des chocs géopolitiques mondiaux sur l'Afrique et les moyens de transformer les vulnérabilités du continent en opportunités. Ces échanges devraient permettre d'aborder le rôle des institutions parlementaires dans l'élaboration de réponses adaptées aux mutations internationales et à leurs conséquences sur les pays africains. En marge de ces travaux, la Commission des femmes parlementaires tiendra également une réunion autour du renforcement du leadership féminin, de l'autonomisation économique des femmes et de la protection de leurs droits. Cette édition revêt, par ailleurs, une dimension particulière puisqu'elle coïncide avec la célébration du 50e anniversaire de la création de l'Union parlementaire africaine. Un rendez-vous qui marque cinq décennies d'engagement en faveur du dialogue parlementaire et du rapprochement entre les institutions législatives du continent. À travers cette participation, le Parlement algérien, membre fondateur de l'organisation, poursuit son engagement au sein des instances parlementaires africaines et prend part aux réflexions sur les défis politiques, économiques et sociaux qui interpellent le continent.

ALGÉRIE-NIGER

Quand l'affabulation se substitue à la diplomatie européenne

Un individu se présentant comme le porte-parole de l'Union européenne a fait une déclaration dans laquelle il affirmait que Bruxelles suivait la situation de près et cherchait à obtenir davantage de précisions sur la portée, les objectifs ainsi que la base du déploiement des unités algériennes au Niger, dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord algéro-nigérien dans le domaine militaire.

Or, des sources autorisées nous ont confirmé qu'aucune démarche de cette nature n'avait été entreprise auprès des autorités algériennes. Aucune demande de clarification, aucune sollicitation officielle, aucun échange diplomatique correspondant aux propos de ce prétendu porte-parole n'a eu lieu. Une précision fondamentale qui change radicalement la lecture de cette déclaration. Car si de telles démarches avaient effectivement été engagées, elles auraient fait l'objet d'un rejet catégorique de la part de l'Algérie, au motif évident qu'elles constitueraient une ingérence intolérable dans les affaires intérieures et les choix souverains d'un Etat indépendant. Dès lors, comment expliquer qu'un soi-disant porte-parole européen puisse évoquer publiquement des démarches qui n'ont jamais été entreprises ? La déclaration d'Anouar El Anouni relève, dans ces conditions, de l'affabulation pure et simple. Et lorsqu'on prend la peine de s'intéresser au profil de celui qui en est l'auteur, l'on comprend les raisons de l'affabulation et les intentions réelles, difficilement dissimulables. Tout s'éclaire dès lors que l'on en connaît les ressorts. El Anouni est franco-marocaine. Mais en quelle qualité exacte cet individu s'est-il exprimé ? Au nom de qui parlait-il ? Sur quelle base institutionnelle a-t-il pu attribuer à l'Union européenne des démarches que celle-ci n'a manifestement jamais entreprises auprès d'Alger ? Pourquoi évoquer des demandes de précisions inexistantes et laisser ainsi entendre que les institutions européennes chercheraient à obtenir des explications de l'Algérie sur sa coopération sécuritaire avec le Niger ? Cette déclaration, lue sur parier et préparée en réponse à une question d'un journaliste français, renforce le sentiment d'une séquence soigneusement orchestrée, loin d'une réaction spontanée. Cet épisode révèle surtout un acharnement français contre l'Algérie qui semble décidément ne connaître aucune limite. Incapable d'accepter les évolutions géopolitiques qui consacrent l'affirmation des Etats africains et la recomposition des rapports de force au Sahel, Paris semble désormais chercher à déplacer ses confrontations sur le terrain européen, en tentant d'instrumentaliser les institutions de l'Union européenne pour donner une dimension communautaire à son hostilité envers Alger.



LE SAHEL, CETTE BLESSURE STRATÉGIQUE QUE PARIS N'ARRIVE PAS À REFERMER

Pour comprendre cette séquence, il faut revenir à la réalité géopolitique du Sahel. La France a subi un recul considérable de son influence dans cette région. Les transformations politiques intervenues dans plusieurs pays sahéliens ont profondément bouleversé les équilibres hérités de l'époque où Paris disposait de leviers d'influence considérables sur une partie du continent africain. Cette évolution traduit une volonté croissante des pays africains de reprendre en main leurs choix stratégiques et de définir eux-mêmes les partenariats correspondant à leurs intérêts. Or, l'Algérie, en raison de sa position géographique, de son expérience sécuritaire et de ses relations historiques avec les pays de la région, demeure un acteur majeur de cette recomposition. C'est précisément ce rôle régional qui semble déranger certains milieux français. Paris voit d'un mauvais œil le renforcement des relations entre Alger et ses voisins sahéliens, particulièrement lorsque ces relations se développent en dehors des schémas d'influence qu'elle a longtemps privilégiés. La France n'a aucun titre à revendiquer sur le Sahel.

Elle n'en est ni le propriétaire ni l'arbitre. Et les Etats de la région n'ont aucune obligation de soumettre leurs choix sécuritaires aux préférences françaises. Ce qui paraît insupportable à certains responsables parisiens, c'est manifestement de voir l'Algérie agir en fonction de ses propres intérêts régionaux, sans que Paris puisse imposer son agenda.

UNE COOPÉRATION ALGÉRO-NIGÉRIENNE QUI NE REGARDE QUE LES DEUX CAPITALES

L'envoi d'unités algériennes au Niger, à la demande des autorités nigériennes et dans le cadre d'un accord bilatéral, relève des relations souveraines entre deux Etats. L'Algérie et le Niger partagent des frontières, des intérêts sécuritaires et des préoccupations stratégiques immédiates. Ils sont directement exposés aux menaces qui traversent le Sahel. Ils n'ont attendu ni les recommandations de Bruxelles ni les appréciations de Paris pour mesurer les dangers qui pèsent sur leur environnement commun. Il est donc pour le moins singulier de voir une communication, attribuée fallacieusement à une institution européenne, laisser entendre que cette coopération appellerait des demandes de précisions de sa part, alors même qu'aucune démarche officielle n'a été entreprise auprès d'Alger. Il est plus singulier encore de voir une telle communication donner le sentiment que les décisions souveraines de deux pays africains devraient être soumises à l'appréciation d'acteurs extérieurs. La coopération algéro-nigerienne n'a pas vocation à satisfaire les calculs géopolitiques européens ou français. Elle répond aux intérêts de l'Algérie et du Niger. Cela devrait suffire à en comprendre la logique.

UNE AFFABULATION DANS UN CONTEXTE DE TENSIONS POLITIQUES ET COMMERCIALES

La portée de cette affaire tient également au moment choisi. Les relations algéro-européennes sont déjà fragilisées, sur instigation de la France, par plusieurs différends, notamment les restrictions commerciales visant des produits algériens et les difficultés entourant le fonctionnement du Conseil d'association. Dans ce contexte, la déclaration du prétendu porte-parole européen vient ajouter une nouvelle source de crispation à des relations qui nécessiteraient, au contraire, davantage de responsabilité.

L'Union européenne doit faire toute la lumière sur les conditions dans lesquelles cette communication a été préparée et les éléments ayant permis d'évoquer des démarches qui n'ont jamais existé. Elle doit également veiller à ce que ses institutions ne deviennent pas, une nouvelle fois, les instruments de contentieux bilatéraux. L'Algérie poursuivra, pour sa part, ses relations avec ses partenaires sur la base de ses intérêts nationaux, de ses engagements et de ses principes. Elle n'a aucune justification à fournir à ceux qui cherchent politiser ses initiatives régionales. Car, au-delà de cette déclaration et de son caractère pour le moins contestable, une réalité demeure : l'indépendance algérienne n'est pas un sujet de discussion, la souveraineté nationale n'est pas une concession diplomatique et la coopération avec les pays voisins n'est pas une faveur accordée par une quelconque puissance extérieure.

APS

LA RELATION ENTRE LES DEUX PAYS DÉPASSE LE CADRE SÉCURITAIRE

1.050 tonnes de produits algériens acheminées vers le Niger

Une caravane économique et commerciale algérienne composée de 25 camions de gros tonnage acheminant une cargaison de 1.050 tonnes de divers produits algériens s'est ébranlée samedi de la wilaya d'Adrar à destination de la République du Niger. Cette caravane intervient à l'occasion de la Journée nationale de l'exportation, organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Elle achemine une diversité de marchandises algériennes, dont des dattes sèches, des produits d'emballage, des détergents et du sel, a indiqué le directeur du commerce de la wilaya d'Adrar, Noureddine Guâabes.

Organisée par les services de la Direction du commerce, en coordination avec l'inspection divisionnaire des douanes algériennes d'Adrar, sous la supervision des autorités locales, cette caravane, à laquelle participent neuf opérateurs économiques, sera suivie dans les prochains jours d'autres opérations similaires.

CRESUS

Quotidien national, édité par la SARL **CELIGNE Éd. & Com.**

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1er MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PARTIS POLITIQUES AFRICAINS

Une conférence continentale en 2027

La rencontre aura pour objectif de renforcer le dialogue politique, prévenir les conflits et consolider la paix et la stabilité sur le continent.

L'Afrique entend miser davantage sur le dialogue politique pour prévenir les conflits et consolider sa stabilité. C'est dans cette perspective que le président du Parlement panafricain, Fateh Boutbig, a annoncé, à Addis-Abeba, l'organisation, en 2027, d'une conférence continentale réunissant les partis politiques africains, sans pour autant préciser le lieu de la rencontre.

S'inscrivant dans le cadre des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, cette initiative a été dévoilée à l'occasion de la clôture du deuxième Sommet des partis politiques africains, organisé dans la capitale éthiopienne sous le thème «La gouvernance pour la croissance : les partis politiques en tant qu'architectes de l'avenir économique de l'Afrique».



Pour Fateh Boutbig, cette future rencontre devra permettre aux responsables politiques et parlementaires africains de disposer d'un cadre permanent d'échange et de concertation. Organisée en coordination avec les instances de l'Union africaine et les organismes concernés par les questions de paix et de sécurité, elle devrait notamment favoriser le partage d'expériences et le développement de mécanismes communs d'alerte précoce et de prévention des conflits.

L'ambition est également de donner davantage de place à la diplomatie partisane et parlementaire dans les efforts de médiation et de consolidation de la paix.

Lors de son intervention, le président du Parlement panafricain a rappelé que le développement du continent ne peut être dissocié de la stabilité politique et de la solidité des institutions. Il a appelé les partis africains à dépasser les seules considérations liées à la conquête du pouvoir pour s'investir davantage dans le dialogue, la recherche du consensus et le renforcement de la cohésion sociale.

L'APPI FRANCHIT UNE NOUVELLE ÉTAPE

Le sommet d'Addis-Abeba, tenu le 6 novembre 2026, a marqué une avancée importante dans la structuration de l'Initiative des partis politiques africains (APPI), avec l'adoption de sa Charte et la mise en place de son premier bureau pour un mandat de trois ans. Les participants ont également lancé les consultations pour l'élaboration de l'Agenda APPI 2040, en cohérence avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine, tout en mettant l'accent sur la formation des responsables politiques, la participation des jeunes et des femmes ainsi que le renforcement du leadership politique.

La Déclaration d'Addis-Abeba, adoptée à l'issue des travaux, réaffirme les principes de pluralisme politique, d'État de droit, de respect des constitutions et de responsabilité démocratique, tout en rejetant les changements anticonstitutionnels de gouvernement.

DE LA LIBÉRATION POLITIQUE À L'ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE

Au-delà des questions de gouvernance, Fateh Boutbig a consacré une partie importante de son intervention aux défis économiques du continent.

Au Mémorial d'Adwa, Fateh Boutbig a souligné que l'indépendance politique de l'Afrique doit désormais s'accompagner d'une véritable émancipation économique. Il a appelé à renforcer la production locale, l'industrialisation, l'innovation et la maîtrise des technologies afin de réduire la dépendance du continent aux matières premières.

Il a également insisté sur l'investissement dans le capital humain, notamment les jeunes et les femmes, ainsi que sur les opportunités offertes par la Zlecaf pour consolider l'intégration économique africaine.

Sur le plan politique, il a rappelé que la démocratie ne se limite pas aux élections, mais repose également sur la transparence, la responsabilité des dirigeants, la reddition des comptes et le pluralisme politique.

CAP SUR LA FORMATION ET LA COOPÉRATION

Dans le prolongement de ces orientations, Fateh Boutbig a annoncé plusieurs initiatives visant à renforcer les compétences africaines dans les domaines parlementaire et législatif, notamment le lancement du Centre africain des études et de la recherche législatives en décembre et la création de la première université parlementaire africaine en 2027.

Il a également plaidé pour une coopération accrue entre les institutions africaines, le développement de la diplomatie parlementaire et l'instauration d'un dialogue durable entre les partis politiques, les parlements et les gouvernements.

Soulignant la nécessité de traduire les engagements d'Addis-Abeba en actions concrètes, il a appelé les dirigeants africains à privilégier les résultats tangibles au bénéfice des populations, afin de bâtir une Afrique unie, solidaire et souveraine.

Synthèse Smail R.

FCOOPÉRATION SÉCURITAIRE ET LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Alger et Washington, une offensive commune



L'Algérie et les États-Unis entendent donner un nouvel élan à leur coopération dans le domaine sécuritaire. La lutte contre le trafic de drogue, la criminalité organisée et les incendies de forêt a été au cœur d'une rencontre tenue hier au Palais du gouvernement entre le ministre d'État, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad, et le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade américaine en Algérie, Mark Shapiro.

Les échanges ont porté sur les moyens de renforcer la coordination entre les deux pays face aux menaces sécuritaires communes. Parmi les priorités évoquées, figurent la lutte contre le trafic illicite de drogues et les différentes formes de criminalité organisée. Les deux responsables ont également souligné l'importance du partage d'expériences et de compétences pour rendre leur collaboration plus efficace sur le terrain.

Autre sujet abordé lors de cette rencontre : les incendies de forêt, qui représentent une menace récurrente pour les populations et les ressources naturelles. À ce propos, le représentant américain a fait part de la disponibilité de Washington à accompagner l'Algérie dans le renforcement de ses moyens de prévention et d'intervention. Un éventuel soutien qui viserait notamment à mieux protéger les habitants, les biens et le patrimoine forestier et animal.

Au-delà de ces questions, les deux responsables ont également évoqué la prochaine visite en Algérie d'une délégation de la ville de Lawrence, dans l'État du Kansas, prévue du 9 au 15 novembre. Cette visite fait suite à la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d'inviter des délégations de Lawrence et de Kansas City en reconnaissance de l'accueil chaleureux réservé à la délégation officielle algérienne et aux supporters des Verts lors de la Coupe du monde 2026.

À cette occasion, Brahim Merad a assuré que toutes les dispositions seraient prises pour garantir un accueil dans les meilleures conditions aux membres de la délégation américaine et les accompagner durant leur séjour en Algérie.

À travers cette rencontre, Alger et Washington réaffirment leur volonté de consolider leurs relations et de développer davantage leur coopération dans des domaines où les intérêts des deux pays se rejoignent. Un dialogue qui dépasse ainsi le seul cadre sécuritaire pour s'inscrire dans une dynamique plus large de rapprochement et de partenariat bilatéral.

CATASTROPHES ET SITUATIONS D'URGENCE

L'Algérie mise sur l'alerte précoce

L'Algérie franchit une nouvelle étape dans le renforcement de son dispositif de prévention des catastrophes avec le lancement, hier, à Alger, de l'initiative «Alertes précoces pour tous». Cette démarche vise à améliorer la capacité du pays à anticiper les risques et à alerter les citoyens à temps pour mieux les protéger face aux catastrophes et aux situations d'urgence.

Organisée sur deux jours, cette rencontre réunit des représentants de plusieurs secteurs ministériels, des instances nationales et des organismes techniques concernés. Les échanges porteront notamment sur les moyens de mieux détecter les risques, d'améliorer leur prévision et de rendre les systèmes d'alerte plus efficaces.

L'un des principaux enjeux est de faire parvenir les alertes aux citoyens dans les meilleurs délais afin de leur permettre de prendre les précautions nécessaires avant qu'une catastrophe ne survienne. Il s'agit également de renforcer les capacités d'intervention et de préparation des différents acteurs concernés.

Au-delà de l'aspect technique, cette initiative entend favoriser une meilleure coordination entre les institutions nationales et les partenaires internationaux. L'objectif est de construire un système national intégré capable de sauver des vies humaines et de limiter les dégâts matériels.

Plusieurs organisations internationales prennent part à cette rencontre, notamment le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) et l'Union internationale des télécommunications (UIT).

RECYCLAGE DES DÉCHETS EN ALGÉRIE

De nouvelles incitations fiscales

Avec plus de 15 millions de tonnes de déchets produites chaque année, l'Algérie cherche à transformer un problème environnemental en véritable opportunité économique. En somme, faire des déchets une richesse plutôt qu'une charge.

Longtemps considéré comme une contrainte environnementale, le secteur des déchets pourrait devenir un véritable créneau d'investissement en Algérie. Les pouvoirs publics souhaitent désormais encourager leur récupération et leur transformation, plutôt que de continuer à privilégier leur élimination et leur enfouissement. Une orientation qui ouvre de nouvelles perspectives aux jeunes entrepreneurs et aux investisseurs intéressés par l'économie verte.

Intervenant hier à l'émission «l'Invité de la matinale» de la Radio Chaîne I de la Radio nationale, Hayat Achour, directrice de l'Institut national des formations environnementales, a indiqué que l'Algérie produit plus de 15 millions de tonnes de déchets par an. Un volume important qui représente, selon elle, un potentiel économique encore insuffisamment exploité.

La responsable a également fait état de plus de 6 400 micro-entreprises autorisées à exercer dans les activités de collecte, de tri, de transport et de valorisation des déchets ménagers. L'objectif affiché est d'atteindre un taux de recyclage de 30% à moyen terme, avec une attention particulière accordée aux déchets organiques, qui représentent 54% du volume total.

Cette orientation pourrait favoriser le développement de plusieurs activités,



notamment la production de compost, le recyclage du plastique et la récupération des matières premières destinées à l'industrie.

FACILITER LE LANCEMENT DES PROJETS

Pour encourager les investissements, le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie mise sur plusieurs mesures incitatives. Parmi celles-ci, figurent les dispositions du décret exécutif n° 24-61, qui prévoit des exonérations fiscales pouvant atteindre six ans, ainsi que des facilités pour l'obtention des autorisations d'activité auprès des directions de l'environnement. Ces avantages visent principalement à alléger les charges aux jeunes promoteurs durant les premières années d'activité. L'Institut national des formations environnementales assure également des formations spécialisées et un accompagnement technique portant sur les méthodes de collecte, de tri et de valorisation des déchets.

Sur le plan réglementaire, le secteur est également concerné par la loi n° 25-02, modifiant et complétant la loi n° 01-19 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets. Ce nouveau cadre renforce l'orientation vers la valorisation des déchets et leur réintégration dans les circuits de production.

MILLE JEUNES CIBLÉS

L'Algérie prévoit de financer 1 000 jeunes dans le domaine de l'économie verte, notamment à travers la mise à disposition de tricycles pour la collecte des déchets et l'accompagnement de projets de recyclage du plastique. Le dispositif sera mené en coordination avec la Nesda et l'Angem. Par ailleurs, la plateforme nationale de l'entrepreneuriat environnemental a déjà délivré plus de 197 autorisations de collecte et de transport des déchets. Le ministère mise également sur la sensibilisation des élèves au tri sélectif à travers l'installation de conteneurs dans les établissements scolaires.

Ces initiatives visent à faire du recyclage un véritable levier de création d'emplois, de soutien à l'industrie locale et de développement économique, tout en renforçant la protection de l'environnement.

R. N.

FINANCEMENT DES START-UP

L'Algérie en négociations avec la Banque mondiale

L'Algérie poursuit ses démarches pour renforcer le financement de son écosystème entrepreneurial. Des discussions avancées sont actuellement engagées avec la Banque mondiale en vue de mettre en place un mécanisme spécifique destiné aux start-up, avec la possibilité de mobiliser des financements dépassant les 10 millions de dollars pour les entreprises à fort potentiel de croissance. L'annonce a été faite par le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, dans un entretien accordé à Asharq Bloomberg. Selon le ministre, ce dispositif pourrait être lancé à l'occasion de la cinquième édition de la Conférence africaine des start-up (ASC), prévue du 5 au 7 décembre 2026 à Alger. La Banque mondiale aurait manifesté un intérêt particulier pour le marché algérien, notamment pour les jeunes entreprises innovantes, affichant une croissance soutenue et disposant de perspectives d'expansion sur les marchés africains et européens. Cette initiative vise à élargir les possibilités de financement des entreprises technologiques et à leur permettre de franchir de nouveaux paliers de développement, notamment dans les secteurs nécessitant des investissements importants.

40 MINISTRES À ALGER

Placée sous le thème «Deeptech : le véritable défi», la cinquième édition de la Conférence africaine des start-up ambitionne de positionner Alger comme un carrefour continental de l'innovation, de l'investissement et du financement des entreprises technologiques.Prévue au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal, cette manifestation devrait réunir plus de 25 000 participants, avec la présence de 40 délégations officielles conduites par les Premiers ministres africains. Les organisateurs prévoient également la participation de plus de 400 exposants, d'une centaine d'experts internationaux et d'environ 150 investisseurs.Les travaux porteront principalement sur les technologies de pointe et leurs applications dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'énergie, la santé, l'intelligence artificielle, l'agriculture et l'agroalimentaire.La souveraineté numérique, le développement de solutions technologiques africaines et la mobilisation de nouveaux financements en faveur des jeunes entreprises figureront également parmi les principales thématiques abordées.

UN CARREFOUR DE L'INVESTISSEMENT

Intervenant sur les ondes de la Radio Chaîne III, Salah Eddine Bouzerd, directeur de la communication et de la coopération au ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, a souligné l'ambition de faire de l'ASC une plateforme continentale de référence, à l'image de la Foire commerciale intra-africaine (IATF).

Il a notamment mis en avant l'importance des rencontres de mise en relation entre entrepreneurs et investisseurs (business matchmaking), destinées à faciliter l'accès des start-up aux capitaux et à favoriser l'émergence de partenariats stratégiques. À l'échelle nationale, cette rencontre devrait contribuer à renforcer l'attractivité de l'Algérie dans le domaine de l'innovation, tout en facilitant l'accès des entreprises algériennes aux marchés africains, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

À l'échelle continentale, les ambitions portent sur le développement de start-up spécialisées dans les technologies de pointe, la structuration de chaînes de valeur locales et le renforcement des capacités africaines en matière de sécurité énergétique, hydrique et alimentaire.

DESSALEMENT, ASSAINISSEMENT ET DISTRIBUTION

Les priorités du secteur de l'hydraulique

Accélérer la réalisation des projets en cours, lever les contraintes entravant leur exécution et préparer le lancement de nouvelles opérations. Tels sont les principaux axes de travail fixés par le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzguza, lors d'une réunion de coordination tenue hier avec les cadres de l'administration centrale.

Cette rencontre a permis de passer en revue l'état d'avancement des programmes du secteur, d'évaluer la progression des projets en cours et d'examiner les dispositions engagées pour le lancement de nouvelles opérations, tant au niveau central que local.

À cette occasion, le ministre a insisté sur le respect des délais contractuels et la nécessité d'intensifier les efforts pour assurer l'achèvement des chantiers dans les échéances fixées. Une priorité particulière a été accordée aux stations d'épuration des eaux usées ainsi qu'aux infrastructures nécessaires au raccordement des stations de dessalement de l'eau de mer aux réseaux de distribution.

L'objectif est notamment de renforcer les capacités de stockage, de transfert et de distribution afin de garantir un approvisionnement régulier et durable en eau potable.

Le ministre a également instruit les responsables concernés de procéder à un examen approfondi de chaque opération inscrite au programme du secteur. Cette démarche vise à identifier les projets nécessitant une intervention urgente, à accélérer le traitement des difficultés rencontrées sur le terrain et à prendre les mesures appropriées pour achever les chantiers dans les meilleurs délais.

Les projets prioritaires, notamment ceux ayant un impact direct sur l'amélioration du service public, devront faire l'objet d'une attention particulière.

S'agissant des nouvelles opérations, Lounès Bouzguza a appelé à réunir, en amont, l'ensemble des conditions techniques et administratives nécessaires afin d'assurer leur lancement dans les meilleures conditions.

Dans cette perspective, le ministère prévoit la mise en place d'une cellule de suivi au niveau central. Celle-ci sera chargée d'accompagner les projets stratégiques et structurants, de surveiller leur évolution et de coordonner les interventions des différentes parties prenantes, avec pour objectif de lever les contraintes susceptibles de compromettre leur réalisation dans les délais impartis.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

L'Algérie déploie ses ambitions à Genève

À travers la participation de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) à la l30e édition de la Conférence mondiale de l'investissement (WIC 2026), l'Algérie ambitionne de renforcer sa visibilité internationale, de nouer de nouveaux partenariats et de consolider son attractivité économique

L'Algérie entend consolider sa position sur la scène internationale de l'investissement. Le pays prendra part à la 30e édition de la Conférence mondiale de l'investissement (WIC 2026), prévue du 10 au 12 novembre à Genève, en Suisse. Ce rendez-vous, qui réunira des agences de promotion de l'investissement venues des quatre coins du monde, constitue une nouvelle occasion pour Alger de mettre en avant ses atouts économiques et de renforcer son attractivité auprès des investisseurs étrangers.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) participera à cette manifestation internationale organisée par l'Association mondiale des agences de promotion de l'investissement (WAIPA). Au programme : le renforcement de la coopération entre les organismes spécialisés, l'échange d'expériences et l'examen des mécanismes susceptibles d'améliorer l'environnement des affaires et de stimuler les investissements.

La délégation algérienne sera représentée par le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, qui prendra part aux travaux en sa qualité de représentant de l'institution, membre de la WAIPA, et de directeur régional du bureau de l'association pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA).



GENÈVE, UNE VITRINE POUR LES OPPORTUNITÉS

Au-delà de sa dimension institutionnelle, cette rencontre représente une opportunité pour l'Algérie de promouvoir son potentiel économique auprès des acteurs internationaux. Elle permettra notamment de présenter les opportunités d'investissement offertes par le marché algérien, de valoriser les avancées réalisées dans le domaine de la promotion de l'investissement et de nouer de nouveaux contacts avec les partenaires économiques étrangers.

Les échanges prévus lors de cette conférence porteront également sur les grandes mutations du paysage mondial de l'investissement, les défis auxquels sont confrontées les agences de promotion et les perspectives de développement de partenariats entre les différents acteurs économiques et institutionnels.

UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR L'ATTRACTIVITÉ

Cette participation s'inscrit dans la stratégie de l'Algérie visant à diversifier ses partenariats économiques internationaux et à attirer davantage de capitaux étrangers. Elle intervient dans un contexte où le renforcement de l'attractivité du pays et la diversification de son économie constituent des enjeux majeurs.

À travers sa présence à Genève, l'Algérie entend ainsi multiplier les opportunités de coopération, renforcer sa visibilité auprès des investisseurs internationaux et faire valoir ses ambitions en matière de développement économique.

Un rendez-vous qui offre à l'AAPI une nouvelle tribune pour promouvoir la destination Algérie et positionner le pays parmi les marchés porteurs d'opportunités d'investissement.

PRODUIRE, EXPORTER ET CONQUÉRIR

L'offensive commerciale à l'international

Les opérations d'exportation lancées à l'occasion de la Journée nationale de l'exportation, le 7 novembre 2026, illustrent une nouvelle dynamique dans la stratégie économique algérienne. Avec la participation de 33 wilayas et des expéditions vers 57 pays, l'Algérie affiche ses ambitions de diversification économique et de renforcement de sa présence sur les marchés internationaux. Au-delà des volumes annoncés, cette mobilisation traduit une volonté de faire de l'exportation un véritable moteur de croissance et un levier de réduction de la dépendance aux hydrocarbures.

L'expédition de plus de 1 050 tonnes de produits algériens vers le Niger, au départ de la wilaya d'Adrar, ainsi que l'exportation de 40 000 tonnes de produits sidérurgiques par Tosyali Algérie vers la Pologne et l'Italie, illustrent la diversité croissante de l'offre nationale. Ces opérations mettent en évidence deux axes complémentaires : la valorisation des productions locales et la montée en puissance des capacités industrielles nationales.

L'orientation d'une partie des exportations vers les marchés africains constitue l'un des aspects les plus importants de cette dynamique. Le Niger, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Mali et plusieurs autres pays du continent représentent des débouchés prometteurs pour les produits algériens, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, des matériaux de construction, de la sidérurgie, des emballages et des produits manufacturés.

Dans cette perspective, les régions du Sud, particulièrement Adrar et Tamanrasset, disposent d'un potentiel stratégique pour devenir des plateformes commerciales et logistiques reliant l'Algérie aux marchés sahéliens et ouest-africains. Leur position géographique pourrait favoriser le développement des échanges régionaux et renforcer l'intégration économique du pays dans son environnement africain.

Toutefois, la concrétisation de cette ambition nécessite des investissements supplémentaires dans les infrastructures routières, les plateformes logistiques, les corridors commerciaux et la modernisation des procédures douanières.

LA SIDÉRURGIE, VITRINE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

L'exportation de 40 000 tonnes de produits sidérurgiques par Tosyali Algérie vers les marchés polonais et italien constitue également un indicateur significatif de l'évolution du potentiel industriel national.

L'expédition de bobines d'acier laminées à chaud et de brames d'acier témoigne de la capacité des entreprises algériennes à répondre à une demande internationale exigeante. Elle confirme également que l'Algérie ambitionne de dépasser progressivement le modèle traditionnel fondé sur l'exportation des ressources naturelles, en développant des produits industriels à plus forte valeur ajoutée.

Néanmoins, le véritable enjeu consiste à approfondir cette transformation à travers le développement de la production manufacturière, la transformation locale des matières premières et la création de nouvelles chaînes de valeur industrielles susceptibles de générer davantage d'emplois et de richesses.

UN POTENTIEL ÉCONOMIQUE À VALORISER

La participation de 33 wilayas à cette opération nationale illustre la volonté de l'Algérie de diversifier son offre exportable en valorisant les potentialités économiques de l'ensemble des régions du pays, notamment dans les secteurs agricole, industriel et manufacturier. Toutefois, le véritable enjeu réside dans la capacité à transformer cette dynamique en échanges commerciaux durables, grâce à l'amélioration de la qualité des produits, à la compétitivité des coûts, à la simplification des procédures et à la diversification des marchés. Au-delà des opérations ponctuelles, l'Algérie ambitionne de renforcer sa présence sur les marchés africains et européens, d'attirer davantage d'investissements et de consolider son intégration dans les chaînes de valeur internationales.

L'objectif final est de bâtir une économie diversifiée, productive et compétitive, moins dépendante des hydrocarbures et capable de s'imposer durablement sur les marchés internationaux.

PARTENARIAT CAAID–ROSCONGRESS

L'Algérie au cœur du partenariat russo-africain

Le Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement (CAAID) a signé, à Moscou, un accord de partenariat stratégique avec la Fondation russe Roscongress, en marge du Forum Russie-Afrique pour la coopération économique et humanitaire, tenu les 28 et 29 octobre 2026. Cet accord vise à renforcer les échanges économiques entre l'Algérie, la Russie et l'Afrique, à travers l'organisation de forums, l'échange de délégations, des rencontres B2B, la promotion des opportunités d'investissement et le développement de joint-ventures.

Dans cette dynamique, l'Algérie entend consolider sa position de plateforme privilégiée pour les entreprises russes souhaitant accéder aux marchés africains. Ses atouts géographiques, ses infrastructures et son potentiel économique constituent autant de leviers pour attirer de nouveaux investissements et développer des partenariats stratégiques. En marge des rencontres économiques organisées à Moscou, le CAAID a également multiplié les contacts avec des responsables et opérateurs russes autour de perspectives de coopération dans l'énergie, l'industrie, les infrastructures, les nouvelles technologies et les services. À travers ce partenariat, le CAAID ambitionne de dépasser le cadre des relations institutionnelles pour favoriser des investissements concrets, des transferts de compétences et des projets créateurs de valeur, renforçant ainsi le positionnement de l'Algérie dans les échanges économiques entre la Russie et le continent africain.

INTELLIGENCE FINANCIÈRE

La CCIAF outille les managers

La Chambre de commerce et d'industrie algéro-française (CCIAF) organise, du 17 au 19 novembre 2026 à Alger, une formation de trois jours intitulée « Intelligence financière pour managers : maîtriser les leviers de performance ». Animée par M. Rachid Sekak, ancien CEO de HSBC Algérie, cette formation portera sur les outils du diagnostic financier, l'optimisation de la gestion de la trésorerie et la compréhension des critères de notation bancaire. Cette initiative vise à renforcer les compétences financières des managers afin de mieux anticiper les risques, piloter la performance et améliorer la prise de décision au sein de leurs entreprises.

FILIÈRE DATTES À OUARGLA

Une production en hausse attendue

Les prévisions de récolte de dattes pour la saison agricole en cours (2026-2027) tablent sur une production dépassant un million de quintaux, toutes variétés confondues, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction des Services agricoles de la wilaya d'Ouargla (DSA).



Cette tendance à la hausse de la production, avec un taux d'augmentation estimé à 10 % par rapport à la saison précédente, est soutenue par un accroissement du nombre de palmiers dattiers à travers la wilaya, s'élevant à plus de 1.259.632 palmiers, a indiqué Fatiha Boubekri, cheffe du service de l'organisation de la production et du soutien technique à la DSA. En ce qui concerne les variétés qui s'accaparent la plus grande part de la production, la variété «Ghers» domine la scène avec une quantité estimée à 421.686 qx, soit environ 47 % de la production de la wilaya, suivie de la variété «Deglet Nour» avec 368.701 qx, soit près de 41 %, a-t-elle fait savoir. Ces chiffres reflètent l'importance économique considérable de ces deux variétés dans le renforcement de la production locale et la création d'opportunités d'emplois dans les domaines de la récolte, du tri, du conditionnement et du transport. Afin de garantir la qualité de la récolte et d'éviter les pertes, les services de la DSA veillent à accompagner les agriculteurs sur le terrain tout au long de la saison agricole, pour orienter les producteurs vers les techniques adéquates d'entretien des palmiers et la détermination des étapes optimales de récolte des fruits, selon la variété et les conditions climatiques, et surtout les sensibiliser à l'importance du suivi régulier des ravageurs et des maladies, conformément aux recommandations techniques adoptées. Pour Mme Boubekri, l'un des axes majeurs de l'intervention de son service concerne la manipulation adéquate et le stockage de la production, en veillant au traitement correct des dattes lors de la récolte et du transport, afin d'éviter toute contamination ou exposition à une humidité excessive, tout en orientant les agriculteurs vers le tri et le classement des produits pour valoriser leur valeur commerciale.

DE LA COMMERCIALISATION BRUTE À LA VALORISATION ET LA TRANSFORMATION

La responsable a estimé, dans une déclaration à l'APS, que le véritable défi auquel fait face la filière des dattes dans la wilaya de Ouargla ne se limite pas à l'augmentation du volume de production, mais s'étend à l'amélioration des conditions de stockage, à l'encouragement de l'investissement dans la transformation agroalimentaire, telles que la pâte de dattes, le Rob/Mélasse, et la poudre de dattes, ainsi qu'au renforcement des mécanismes de coordination entre les agriculteurs, les usines et les différents acteurs économiques. De même, les unités de conditionnement, de transformation et de stockage jouent un rôle essentiel pour absorber les surplus pendant les périodes de pointe et réduire les pertes résultant d'un mauvais stockage ou d'un retard de commercialisation. La wilaya d'Ouargla occupe une place de premier plan parmi les wilayas du sud du pays pionnières dans le domaine de la phoeniciculture et de la production de dattes, dont certaines sont quasiment exclusives, et ce, grâce à la diversité de ses oasis et aux conditions climatiques favorables à cette filière vitale. Les indicateurs enregistrés lors de la saison agricole en cours et de la saison précédente confirment le rôle central que joue cette filière dans le tissu économique et social local. Les statistiques de la saison 2026/2027 indiquent que les oasis occupent une superficie totale d'environ 11.696 hectares dans cette wilaya, avec 1.140.439 palmiers productifs, dont 556.363 palmiers de la variété Deglet-Nour, 537.859 de la variété Ghers, 30.445 palmiers de Degla-Beida et 151.145 palmiers de variétés communes, représentant une importante partie de la richesse phoenicicole nationale qui recense plus de 940 cultivars de palmiers dattiers, selon l'inventaire national. La wilaya d'Ouargla a, en outre, bénéficié, au cours des dernières années, d'importants quotas visant l'expansion de la phoeniciculture, et ce, dans le cadre des différents programmes de développement et d'appui à l'économie nationale, avec pour objectif de diversifier les sources de revenus dans les zones du sud du pays, selon les services de la DSA.

PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS À BATNA

Des projets de bientôt livrés

Plusieurs projets de protection de villes de la wilaya de Batna contre les inondations devront être «prochainement» réceptionnés, a assuré le directeur de l'hydraulique. Dans une déclaration à l'APS, M. Nadji Bencheriat a précisé que près d'un milliard de dinars a été alloué à la protection de la ville de Batna contre les inondations à travers la réalisation de systèmes d'évacuation des eaux pluviales de l'automne et de l'hiver. Concernant le chef-lieu de wilaya, le même responsable a estimé à 95 % le taux d'avancement des travaux, soulignant qu'il ne reste plus que le réaménagement d'Oued Azzab, tandis que les travaux d'une ceinture de protection au lieudit «Route de Tazoult» ont été achevés. Dans ce même contexte, le taux d'avancement des travaux de réaménagement de l'Oued Besakra dans la commune de Guigba a atteint 85 % et le projet devra être réceptionné «avant la fin du mois de décembre prochain», selon la même source qui a ajouté que les travaux de réaménagement de certains oueds dans les communes de Ras Layoune, Chir et T'kout seront lancés dans les prochains jours. Le directeur de l'hydraulique a fait état du «récent» lancement d'une étude de renforcement des systèmes de protection des deux communes de Batna et Tazoult contre les inondations, précisant que l'opération est actuellement au stade des procédures administratives. Il a également fait état de propositions pour l'inscription d'opérations similaires courant 2027 pour un montant de plus 3 milliards DA afin de protéger d'autres communes contre les risques des inondations.



RELIZANE

Des projets pour renforcer l'AEP

Une enveloppe financière de plus de 136 millions de dinars a été consacrée à la réalisation de projets visant à renforcer l'alimentation en eau potable dans des zones rurales de la commune de Sidi Saâda, dans l'ouest de Relizane, selon le directeur de l'hydraulique de la wilaya, Nabil Beghoura. Selon le même responsable, les travaux de réalisation de ces projets ont été lancés récemment. Ils visent à améliorer l'approvisionnement en eau potable et à assurer un meilleur service public au profit de plus de 6.000 habitants des deux douars El Hanacheria et Si Tayeb, relevant de la commune de Sidi Saâda, dans la daïra de Yellel. Ces opérations portent notamment sur la réalisation et l'équipement d'une station de pompage, la construction de deux réservoirs d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes chacun, ainsi que la pose de conduites principales et secondaires de distribution en polyéthylène haute densité (PEHD), sur un linéaire total de 49.250 mètres, a précisé la même source. La durée de réalisation de ces projets est estimée entre sept et dix mois, leur réception étant prévue avant le début de l'été prochain. La concrétisation de ces opérations permettra d'accroître les capacités de stockage et de garantir des quantités suffisantes d'eau potable au profit de plus de 1 300 foyers dans les deux douars concernés, tout en assurant une distribution régulière et quotidienne de cette ressource vitale. Par ailleurs, l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de Relizane assure la distribution de plus de 160 000 mètres cubes d'eau potable au profit de plus de 170.000 abonnés à travers les différentes communes de la wilaya, a ajouté le directeur de l'hydraulique.

INSTALLATION DE DÉTECTEURS DE MONOXYDE DE CARBONE À TIZI-OUZOU

L'opération rencontre plusieurs contraintes

L'opération de pose de détecteurs de monoxyde de carbone, menée dans le cadre de l'opération de prévention des risques liés à ce gaz, à travers la wilaya de Tizi-Ouzou a atteint un taux de près de 75%, indique un communiqué de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. Au total 673.670 détecteurs de monoxyde de carbone ont été installés au profit de 336.835 foyers depuis le lancement de l'opération le 29 mars 2023, ce qui représente un taux d'avancement de 74,49% de foyers doté de ces équipements, à raison de deux détecteurs par foyer. La direction de distribution précise que deux contraintes ralentissent la pose de cet équipement dans l'ensemble des foyers. Il s'agit de l'absence des habitants lors des passages des équipes, et le refus de 1.101 abonnés de voir poser ces appareils qui peuvent sauver des vies. L'entreprise rappelle que ces détecteurs sont fournis et posés à titre gratuit, et que l'opération de pose permet également de vérifier la conformité des installations intérieures. Aussi une invitation est lancée aux familles dont les foyers ne sont pas encore équipés de cet appareil, à se rapprocher de leur agence commerciale pour fixer un rendez-vous.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Plus de 25 000 arrestations et 186 réseaux démantelés

Le bilan dévoilé par le commandant de la Gendarmerie nationale, le général-major Ali Sidane, fait état de saisies considérables de stupéfiants, dont plus de 13,6 millions de comprimés de prégabaline.



La consommation de drogues au volant a, par ailleurs, été associée à 305 accidents de la circulation en 2026. La lutte contre le trafic de drogue et les substances psychotropes se poursuit en Algérie à un rythme soutenu. Au cours des dix premiers mois de 2026, les unités de la Gendarmerie nationale ont procédé à l'arrestation de 25 218 personnes et au démantèlement de 186 réseaux spécialisés dans le trafic de stupéfiants. Ces chiffres ont été dévoilés samedi par le général-major Ali Sidane, commandant de la Gendarmerie nationale, lors d'une rencontre nationale organisée au Cercle national de l'Armée, à Béni Messous, en coordination avec le commandement de la Gendarmerie nationale. Cette rencontre était consacrée à la sécurité routière et aux dangers de la consommation de drogues au volant, sous le slogan : « La sécurité routière est la responsabilité de tous… Non à la drogue, ensemble pour protéger la vie des usagers de la route». Dans son intervention, le responsable a souligné que le trafic de drogue constitue désormais un défi sécuritaire qui dépasse les frontières nationales, en raison notamment de ses liens avec les réseaux de criminalité organisée et de ses conséquences sur la santé publique, la sécurité routière et la stabilité socioéconomique.

DES SAISIES MASSIVES DE STUPÉFIANTS

Le bilan opérationnel présenté par le général-major Ali Sidan met en évidence l'ampleur des quantités de drogues saisies durant cette période. Les opérations de la Gendarmerie nationale ont notamment permis de récupérer près de 11 tonnes de cannabis traité, 837,372 kilogrammes de cocaïne, ainsi que 4 160 plants de cannabis et 16 270 kilogrammes d'herbe de cannabis. Les saisies de substances psychotropes sont également considérables. Les services de la Gendarmerie nationale ont récupéré 13 665 710 comprimés de prégabaline, 59 937 comprimés d'ecstasy et 102 879 comprimés d'autres substances psychotropes. Sur les 25 218 personnes arrêtées, 5 264 ont été placées en détention, selon les chiffres communiqués par le commandant de la Gendarmerie nationale.

LES CRIMINELS INVESTISSENT LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES

Au-delà des résultats des opérations sécuritaires, le général-major Ali Sidan a mis en garde contre l'évolution des méthodes utilisées par les réseaux de trafic. Ces derniers recourent de plus en plus aux moyens de communication modernes, aux plateformes numériques et aux applications cryptées pour organiser leurs activités, faciliter les échanges et échapper aux contrôles. Le responsable a également relevé plusieurs facteurs susceptibles de favoriser la consommation de drogues, notamment la précarité sociale, le manque de perspectives d'insertion, certaines formes de déstructuration familiale, l'insuffisance de l'encadrement ainsi que la pression de l'environnement social. Il a, en outre, évoqué les perceptions erronées qui tendent à banaliser la consommation de stupéfiants en la présentant comme un moyen de divertissement ou d'évasion face aux difficultés quotidiennes.

UN FACTEUR MAJEUR D'ACCIDENTS

L'autre volet préoccupant du bilan concerne la sécurité routière. Selon le commandant de la Gendarmerie nationale, les opérations de dépistage menées en 2026 ont permis de relever 154 résultats positifs sur 9 167 tests effectués auprès des conducteurs. Plus inquiétant encore, les services concernés ont recensé 305 accidents de la circulation impliquant des conducteurs sous l'emprise de drogues ou de substances psychotropes, dont 161 accidents mortels et 144 accidents corporels. Face à cette situation, le général-major Ali Sidan a plaidé pour le renforcement des contrôles routiers et le développement des moyens de dépistage, dans le respect de la réglementation en vigueur.

LA PRÉVENTION AU CŒUR DE LA STRATÉGIE

a Gendarmerie nationale mise sur la prévention et la sensibilisation, en complément des opérations de répression. Le général-major Ali Sidan a souligné l'importance du travail de proximité avec les citoyens, les établissements scolaires et universitaires ainsi que les associations, tout en encourageant le signalement responsable et la participation citoyenne. Il a également alerté sur la capacité d'adaptation des réseaux de trafic, qui évoluent vers des organisations criminelles structurées et transfrontalières.

R. S.

PROTECTION SOCIALE

L'Algérie décroche la 2e place en Afrique

Avec un score de 83,8 points sur 100, l'Algérie se classe deuxième à l'échelle africaine dans la catégorie «Protection sociale et bien-être», selon l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine 2026. Une performance qui distingue l'Algérie dans cette composante du développement humain, évaluée sur la base de six indicateurs. L'Algérie figure parmi les pays les mieux classés du continent africain en matière de protection sociale et de bien-être. Le rapport 2026 de l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG), publié par la Fondation Mo Ibrahim, lui attribue un score de 83,8 points sur 100, ce qui lui permet d'occuper la deuxième position parmi les 54 pays évalués. La performance algérienne la place ainsi parmi les trois pays les mieux positionnés sur le continent dans cette catégorie. Ce résultat est d'autant plus notable que l'Algérie devance plusieurs pays de la région. Le classement établi par la Fondation Mo Ibrahim confirme la position de l'Algérie en tête du Maghreb dans le domaine de la protection sociale et du bien-être. Il faut toutefois distinguer ce résultat du classement général de l'Indice Ibrahim. La deuxième place attribuée à l'Algérie concerne exclusivement la sous-catégorie«Social Protection & Welfare», rattachée à la dimension «Développement humain». Elle ne signifie donc pas que le pays occupe le deuxième rang africain pour l'ensemble des critères de gouvernance. Le rapport précise que les scores sont exprimés sur 100 points, 100 correspondants à la meilleure performance possible. Les classements reposent sur les résultats obtenus par les 54 pays africains pour l'année de référence 2025. Sur les 54 pays étudiés, 38 ont enregistré une progression de leurs performances entre 2016 et 2025, contre 16 qui ont connu une détérioration. Toutefois, cette évolution positive ne concerne que 56 % de la population africaine, notamment en raison du recul observé dans les deux pays les plus peuplés du continent, le Nigeria et l'Éthiopie.

CONSTANTINE

32 blessés dans un accident de la route près d'Ain Smara

Trente-deux (32) personnes ont été blessées lors d'un accident de la route, survenu hier, sur l'autoroute Est-Ouest, à l'entrée de la commune d'Ain Smara, dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. Un bus de transport de voyageurs assurant la ligne Tébessa-Alger a dérapé puis s'est renversé, causant des blessures de divers degrés à 32 personnes âgées entre 10 mois et 51 ans, a indiqué à l'APS le chef du service de prévention à la même direction, le commandant Abderahmane Lagraâ. Les victimes ont bénéficié de premiers secours, prodigués par des médecins pompiers, a ajouté la même source, soulignant que 31 blessés se trouvent actuellement sous surveillance médicale au sein de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Abdelkader-Bencharif de la circonscription administrative Ali-Mendjeli et au Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr Benbadis, au chef-lieu de wilaya. Tous les moyens humains et matériels nécessaires, dont 30 agents de la Protection civile tous grades confondus, 7 ambulances dont 2 médicalisées, 2 camions anti-incendie et 1 véhicule de liaison, ont été mobilisés pour cette intervention, a-t-on précisé. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les causes de l'accident.

FACE À LA PRESSION AMÉRICAINE

L'Iran joue la carte de la fermeté militaire

Entre démonstration de force militaire et guerre économique, Washington et Téhéran durcissent leur bras de fer, faisant craindre une nouvelle escalade aux répercussions régionales et internationales.

La confrontation entre l'Iran et les États-Unis franchit un nouveau seuil. Entre menaces militaires, tensions maritimes et pressions économiques, Téhéran affiche sa détermination à riposter, tandis que Washington renforce son dispositif pour limiter les capacités d'approvisionnement iraniennes.

Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a annoncé la levée des restrictions imposées à la portée de ses missiles balistiques. Son porte-parole, le général Hossein Mohbi, a déclaré à Téhéran : « Cette restriction a été levée en ce qui nous concerne. »

Cette annonce intervient après les avertissements du Guide suprême iranien, Mojtaba Khamenei, qui a promis une riposte dépassant les frontières géographiques en cas de menace américaine ou sioniste.

Jusqu'à présent, la portée des missiles iraniens ne dépasserait pas 2 000 kilomètres. Toutefois, des responsables américains estiment que les technologies du programme spatial iranien pourraient permettre à Téhéran de développer des missiles balistiques intercontinentaux.



TÉHÉRAN DÉFIE WASHINGTON

Sur le front économique, les Gardiens de la révolution ont averti que l'Iran se montrerait « encore plus sérieux » si les États-Unis entendaient imposer un blocus destiné à provoquer l'effondrement de son économie.

Réagissant à la création de la cellule américaine « Porte de fer », chargée de perturber les voies de transport terrestre iraniennes, Hossein Mohbi a qualifié cette initiative de « simple jeu de mots ». Il a également menacé de riposter avec une intensité supérieure en cas d'attaque contre des navires iraniens. Le commandant du Commandement central américain (CENTCOM), l'amiral Brad Cooper, a ordonné la création de cette cellule, basée à Tampa, en Floride. Composée d'une vingtaine de responsables civils et militaires, elle devra coordonner les efforts américains pour entraver les transferts d'armes, les technologies à double usage et les marchandises soumises à des sanctions. Cette initiative intervient après une enquête de Reuters faisant état d'un réseau clandestin qui aurait permis à l'Iran d'importer au moins deux milliards de dollars d'équipements, d'explosifs et de véhicules lourds depuis janvier 2025, en contournant les sanctions occidentales. Les approvisionnements auraient transité par la Russie, l'Asie centrale et la Chine.

Par ailleurs, le Financial Times a rapporté que Moscou aurait accepté de fournir à Téhéran 90 lanceurs de missiles guidés destinés à être montés sur des hélicoptères.

La confrontation se cristallise autour du détroit d'Ormuz, par lequel transitait avant la guerre environ un cinquième de la consommation mondiale de pétrole.

Depuis le début du conflit, le 28 février, l'Iran entrave la navigation dans cette voie stratégique. Washington affirme, de son côté, que son blocus maritime a empêché l'exportation de pétrole iranien d'une valeur supérieure à 25 milliards de dollars et contraint 144 navires commerciaux à modifier leur itinéraire jusqu'à fin octobre.

Les tensions se sont accentuées après l'intervention des forces américaines contre un navire de transport en mer d'Oman, samedi, accusé d'avoir tenté de contourner le blocus.

Le porte-parole de l'armée iranienne, Mohammad Akrami-Nia, a assuré que les forces armées étaient « plus puissantes qu'au début de la guerre » et que leur riposte serait « immédiate, efficace et sans limites géographiques ». Téhéran affirme par ailleurs que le détroit d'Ormuz ne sera rouvert qu'après l'acceptation de ses conditions par Washington.

UN RISQUE D'ESCALADE RÉGIONALE

Entre renforcement des capacités balistiques iraniennes, pressions économiques américaines et tensions maritimes, le face-à-face entre Washington et Téhéran devient de plus en plus préoccupant.

Toute aggravation de la situation dans le détroit d'Ormuz pourrait perturber les approvisionnements mondiaux en hydrocarbures et accentuer les tensions sur les marchés pétroliers. La multiplication des menaces réciproques fait ainsi planer le risque d'un élargissement du conflit aux conséquences régionales et internationales.

R.I/Agences

FRANCE

La police intervient dans plusieurs villes

La mobilisation des « Gilets jaunes » se poursuit en France. Pour la troisième semaine consécutive, des manifestants sont descendus dans les rues de plusieurs villes, notamment Paris, Marseille et Toulouse, pour dénoncer la hausse du coût de la vie. À Lyon, la situation a dégénéré lorsque les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser plusieurs centaines de manifestants réunis malgré l'interdiction de manifester. La police a fait usage de gaz lacrymogènes, de matraques et de canons à eau. Certains protestataires ont répliqué en lançant des feux d'artifice en direction des policiers.
Les forces de l'ordre ont procédé à dix interpellations. Cette nouvelle journée de mobilisation témoigne de la persistance de la colère sociale face à la hausse des dépenses quotidiennes et à la dégradation du pouvoir d'achat.

COOPÉRATION MILITAIRE SYRO-SAOUDIENNE

Des milliers de soldats évoqués, Damas dément

Alors que Riyad cherche à renforcer son dispositif militaire et son soutien au gouvernement yéménite basé à Aden, plusieurs sources évoquent l'arrivée de militaires syriens en Arabie saoudite et à la frontière yéménite. Damas dément toutefois tout projet d'envoi de troupes au Yémen.

La coopération militaire entre la Syrie et l'Arabie saoudite pourrait prendre une nouvelle dimension dans le contexte du conflit yéménite. Selon plusieurs responsables et sources militaires cités par des médias, des centaines de soldats syriens seraient déjà présents de part et d'autre de la frontière entre l'Arabie saoudite et le Yémen, tandis que des milliers d'autres pourraient être déployés pour soutenir les opérations contre les rebelles houthis.

Trois sources militaires et un responsable du secteur de la défense, s'exprimant sous couvert d'anonymat en raison de la sensibilité du dossier, ont fait état de cette présence. Un responsable du Conseil présidentiel de direction yéménite et une source au ministère de la Défense ont également évoqué l'arrivée prochaine de renforts syriens.

Ces informations interviennent alors que Riyad cherche à mobiliser un soutien international face aux Houthis et à consolider les capacités du gouvernement yéménite installé à Aden.



UNE COOPÉRATION MILITAIRE QUI SE RENFORCE

Au-delà d'un éventuel déploiement de troupes, la coopération entre Damas et Riyad porterait déjà sur la formation et le conseil militaires. Deux sources militaires syriennes ainsi qu'un haut responsable américain ont indiqué que la Syrie apportait un soutien à l'Arabie saoudite dans son conflit avec les Houthis, notamment à travers l'envoi de conseillers et de formateurs militaires. Selon les sources syriennes, plusieurs dizaines de militaires auraient rejoint le royaume au cours des dernières semaines. Leur mission consisterait principalement à conseiller et à former les forces saoudiennes, même si les contours exacts de leur intervention restent à préciser. Un responsable américain a également confirmé que des conseillers et des équipes de formation syriens se rendaient en Arabie saoudite pour participer à la formation d'unités saoudiennes et yéménites sur le territoire du royaume. Washington aurait toutefois appelé Damas à la prudence, estimant qu'un engagement militaire plus important pourrait exposer la Syrie au risque d'être entraînée dans un conflit régional plus vaste.

DAMAS DÉMENT TOUT ENVOI DE TROUPES AU YÉMEN

Face à ces informations, les autorités syriennes ont apporté un démenti. Une source diplomatique syrienne a déclaré à l'agence de presse arabe syrienne que Damas n'avait aucun projet d'envoyer des forces militaires au Yémen, qualifiant ces informations de dénuées de fondement. La source a précisé que la coopération militaire avec Riyad se limitait actuellement à la formation des forces syriennes, au renforcement de leurs capacités et à l'échange d'expertises militaires. Elle a également annoncé que des visites de coordination de responsables saoudiens en Syrie devraient débuter le mois prochain. Ces échanges pourraient ouvrir la voie à un accord de défense commune entre les deux pays, voire à une adhésion de la Syrie à l'accord de défense commune de La Mecque, en fonction de leurs intérêts mutuels.

DES ENJEUX STRATÉGIQUES ET RÉGIONAUX

L'éventuelle participation de militaires syriens à l'effort de soutien de l'Arabie saoudite au Yémen constituerait une évolution importante des relations militaires entre Damas et Riyad. Pour le royaume saoudien, le renforcement de ses partenariats militaires pourrait contribuer à consolider le dispositif de soutien au gouvernement yéménite et à faire face aux menaces des Houthis. Pour Damas, le rapprochement militaire avec Riyad représente une occasion de renforcer ses relations régionales et de développer de nouveaux partenariats stratégiques. Toutefois, entre les informations faisant état d'un possible déploiement de milliers de soldats et le démenti syrien concernant l'envoi de troupes au Yémen, les contours réels de cet engagement restent incertains. L'évolution de la coopération entre les deux pays devra donc être suivie de près, dans un contexte régional marqué par de fortes tensions et des équilibres militaires fragiles.

COURSE À LA PRÉSIDENCE DE LA FIFA

Les Caraibes derrière Infantino

Une nouvelle prise de position qui vient renforcer les soutiens institutionnels à sa candidature pour un nouveau mandat.



La course à la présidence de la FIFA, dont l'élection est prévue le 18 mars 2027 à Rabat, au Maroc, connaît un nouveau développement. Après le soutien affiché par la Confédération asiatique de football (AFC), l'Union caribéenne de football (CFU) a, à son tour, annoncé son appui à Gianni Infantino, lui assurant le soutien de ses 25 associations membres. Dans un communiqué officiel, l'instance régionale a confirmé que ses 25 fédérations affiliées avaient exprimé collectivement leur volonté de soutenir la candidature du dirigeant italo-suisse pour un nouveau mandat à la tête du football mondial. Cette prise de position intervient dans un contexte marqué par les premiers ralliements en faveur du président sortant, à quelques mois du prochain congrès électif de la FIFA.

LES INVESTISSEMENTS DE LA FIFA AU CŒUR DE LA DÉCISION

Pour justifier son soutien, la CFU a notamment mis en avant les efforts déployés par la FIFA en matière de développement du football depuis l'arrivée de Gianni Infantino à la présidence en 2016.

L'organisation caribéenne a salué les investissements réalisés dans les infrastructures sportives, les programmes techniques, les compétitions, la formation des jeunes ainsi que le développement du football féminin. Elle a également souligné les initiatives destinées à renforcer les capacités institutionnelles des fédérations membres. Toutefois, la CFU a rappelé que plusieurs de ses associations évoluaient dans des conditions particulièrement difficiles, en raison de moyens financiers et humains limités. Elle a ainsi appelé à ce que le prochain cycle de développement de la FIFA garantisse des retombées concrètes et durables pour l'ensemble des fédérations de la région.

UN SOUTIEN CONDITIONNÉ

Si l'Union caribéenne de football a clairement affiché son soutien à Gianni Infantino, elle a également profité de cette annonce pour adresser plusieurs attentes à la direction de la FIFA. Dans son communiqué, elle a plaidé pour davantage de transparence, une gouvernance renforcée et des réformes significatives au sein des instances dirigeantes du football mondial.

La CFU a notamment insisté sur le renforcement des mécanismes de responsabilité ainsi que sur la nécessité d'assurer une représentation équitable de toutes les associations membres dans les processus de décision. Ces revendications interviennent dans un contexte où la FIFA fait face à différentes critiques, notamment à la suite de l'abandon du projet de création d'une société commerciale destinée à accueillir des investisseurs privés.

DE NOUVEAUX SOUTIENS

À l'approche de l'échéance électorale, Gianni Infantino, 56 ans, en poste depuis 2016, bénéficie ainsi de nouveaux appuis institutionnels. Après la Confédération asiatique, le ralliement des 25 associations membres de l'Union caribéenne constitue une nouvelle prise de position en faveur de sa candidature.

Le congrès électif de la FIFA est programmé pour le 18 mars 2027 à Rabat, au Maroc. D'ici là, les différentes confédérations et fédérations membres seront au centre des discussions autour de la succession ou du renouvellement du mandat du président sortant.

Ces soutiens représentent des signaux importants dans la préparation du scrutin, sans pour autant préjuger de son issue

PREMIER LEAGUE

City dans le doute, Arsenal creuse l'écart

Manchester City traverse une nouvelle zone de turbulences en Premier League. Les hommes d'Enzo Maresca ont vécu une entame de match cauchemardesque face à Nottingham Forest, en concédant deux buts lors des 18 premières minutes. Un scénario qui rappelle douloureusement aux supporters mancuniens leur déroute face à Liverpool en novembre 2019, lorsque Mohamed Salah, Fabinho et Sadio Mané avaient fait vivre un véritable calvaire aux Citizens. La rencontre a rapidement basculé en faveur de Nottingham Forest. Le défenseur brésilien Jair Cunha a ouvert le score dès la 6e minute, avant que Liam Delap ne fasse le break à la 18e minute. En moins de vingt minutes, Manchester City s'est ainsi retrouvé dos au mur, illustrant une nouvelle fois les difficultés rencontrées ces dernières semaines.

Selon les statistiques d'Opta, les Citizens n'avaient plus connu une entame aussi compliquée en Premier League depuis novembre 2019, période durant laquelle ils avaient également encaissé deux buts très rapidement.

TROIS MATCHES SANS VICTOIRE POUR LES CITIZENS

Cette nouvelle contre-performance vient prolonger une série particulièrement préoccupante pour Manchester City, qui restait sur deux revers consécutifs en championnat : une défaite 2-1 face à Aston Villa, suivie d'un revers 1-0 contre Brighton.

Avec 21 points au compteur avant cette rencontre, les Sky-blues occupaient la deuxième place du classement, mais voyaient Arsenal prendre progressivement le large. Les Gunners ont en effet conforté leur fauteuil de leader en s'imposant sur la plus petite des marges (1-0) face à Hull City, portant leur total à 27 points. La pression est désormais de plus en plus forte sur Manchester City. Les hommes de Maresca devront rapidement retrouver leur efficacité offensive et leur solidité défensive s'ils veulent éviter de voir Arsenal creuser davantage l'écart dans la course au titre.

TOTTENHAM RETOMBE DANS SES TRAVERS

Le renouveau aura été de courte durée pour Tottenham. Après trois victoires consécutives en Premier League, les Spurs ont brutalement retrouvé leurs vieux démons. En déplacement à Elland Road pour affronter Leeds, les hommes de Roberto De Zerbi ont livré une prestation particulièrement décevante, avant de se faire piéger en fin de rencontre par des Peacocks beaucoup plus entreprenants.

La première période, marquée par un jeu brouillon et un engagement physique important, n'a offert que peu de spectacle. Leeds a imposé son intensité, tandis que Tottenham a affiché de nombreuses lacunes dans le jeu. Comme si cela ne suffisait pas, les Londoniens ont également perdu Mathys Tel sur blessure. L'attaquant français, récemment convoqué pour le rassemblement de novembre avec les Espoirs, a été contraint de céder sa place à Dominik Solanke avant la pause. Touché à la cheville après un contact avec Jayden Bogle quelques minutes plus tôt, il n'a pas pu poursuivre la rencontre.

Malgré le recours à l'assistance vidéo, l'intervention du défenseur de Leeds n'a finalement pas été sanctionnée d'un carton rouge. Un nouvel épisode frustrant pour Tottenham, qui a laissé filer des points précieux après avoir affiché des signes encourageants ces dernières semaines.

BUNDESLIGA

Dortmund et le Bayern au coude-à-coude

Le Borussia Dortmund poursuit son excellente dynamique en s'imposant face à Elversberg (2-1), grâce à un doublé de Félix Nmecha. Les Jaune et Noir restent invaincus et à égalité de points avec le Bayern Munich, leader à la différence de buts.

De son côté, Leipzig a largement dominé Augsbourg (5-2). Christopher Nkunku s'est illustré avec un but et une passe décisive. Les hommes de Martín Demichelis signent ainsi une troisième victoire consécutive et restent à trois points du duo de tête.

Enfin, le Bayern Munich s'est imposé à Mayence, confirmant sa première place. Joshua Kimmich et Lennart Karl ont marqué, tandis que Manuel Neuer a dû quitter le terrain sur blessure avant la pause.

LIGA

Le Real Madrid en balade

Le Real Madrid s'est largement imposé face à Valence, enchaînant une huitième victoire consécutive toutes compétitions confondues. Federico Valverde et Arda Güler ont rapidement mis les Madrilènes à l'abri, avant que Kylian Mbappé n'inscrive le troisième but, son 13e en Liga. Réduits à dix après l'expulsion de Gayà, les Valencians n'ont jamais réussi à réagir. Grâce à ce succès, le Real revient à hauteur du FC Barcelone au classement.

SUSPENSION DE PAREDES

L'Argentine saisit le TAS

L'Association argentine de football (AFA) a décidé de porter l'affaire devant le Tribunal arbitral du sport (TAS), après que la FIFA a confirmé la suspension de dix matches infligée à Leandro Paredes et l'amende de 321 000 dollars imposée à la fédération. En revanche, Nahuel Molina a obtenu une réduction de sa suspension de sept à quatre matches, ainsi qu'une baisse de son amende à 60 000 dollars. Ayant déjà purgé trois matches, il ne lui en reste qu'un à manquer. L'AFA entend désormais contester les décisions de la FIFA devant le TAS afin de défendre les intérêts de ses joueurs et de la fédération.



LIGUE 1

Le derby kabyle sans vainqueur

La production sur le terrain des 22 acteurs a été d'un niveau moyen et ce score de parité nul et vierge est somme toute logique.

L'Olympique Akbou et la JS Kabylie ont fait match nul (0-0), avant-hier au stade de l'Unité maghrébine (Béjaïa), à l'occasion de la première rencontre de la 9e journée du championnat national de Ligue 1 Mobilis.

Sur le papier, ce derby de la Kabylie s'annonçait très intéressant et avait de quoi susciter l'intérêt de tous les passionnés de football, notamment en raison des résultats positifs enregistrés dernièrement par les deux protagonistes. Toutefois, la production sur le terrain des 22 acteurs a été d'un niveau moyen et ce score de parité nul et vierge est somme toute logique.

À la suite de ce résultat, la JSK glane un bon point hors de ses bases et devient, provisoirement, coleader avec le CR Belouizdad (17 pts). De leur côté, les Olympiens portent leur total à 12 points et confortent leur 7e position.

Le reste des matchs se joueront aujourd'hui avec cinq confrontations au menu, dont deux derbies de la capitale : JS El Biar - MC Alger (14h00) et ES Ben Aknoun - CR Belouizdad (17h45). Il y aura également USM Khenchela - CR Témouchent (14h00), ainsi que deux explications entre malclassés : US Biskra - ASO Chlef (14h00) et JS Saoura - CS Constantine (17h45).



L'ESS ET LE MBR SE NEUTRALISENT

L'Entente de Sétif a été tenue en échec par le MB Rouissat (1-1), en match comptant pour la 9e journée du championnat national de Ligue 1 Mobilis, joué avant-hier au stade du 08 Mai 1945 (Sétif).

Dans cette deuxième rencontre de la 9e manche, l'essentiel des faits marquants s'est déroulé en seconde période. Après une première mi-temps pauvre en occasions de marquer, les Sétifiens ont réussi à trouver le chemin des filets à la 53e minute par l'entremise de Tabti.

De leur côté, les visiteurs ont répliqué à la 70e minute en égalisant sur un penalty transformé par El Orfi.

Au classement, l'ESS remonte à la 9e position (9 pts), alors que le MBR s'installe au pied du podium (4e, 15 pts) en compagnie du MC Oran.

USMA - MCO REPORTÉ

Concernant le match USM Alger - MC Oran, il a été ajourné en raison de la participation des Rouge et Noir à la Supercoupe d'Afrique. Les gars de Soustara tenteront cet après-midi d'accrocher une nouvelle étoile à leur maillot en défiant les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns, dans une affiche au sommet prévue au stade Loftus Versfeld de Pretoria (14h00).

R S.

BUNDESLIGA

Farès Chaïbi passeur décisif

L'international algérien Farès Chaïbi s'est illustré avant-hier à l'occasion de la 9e journée de Bundesliga. Titulaire avec l'Eintracht Francfort sur la pelouse de Paderborn, le milieu offensif a délivré sa première passe décisive de la saison en championnat, contribuant au match nul spectaculaire de son équipe (2-2).

Aligné d'entrée à la Home Deluxe Arena, l'ancien joueur du Toulouse FC n'a pas tardé à se mettre en évidence. À la 23e minute, il a délivré une passe décisive parfaitement dosée à Jonathan Burkardt, qui a ouvert le score pour les visiteurs.

Une première réalisation qui récompensait le bon début de rencontre de Francfort. Mais Paderborn a progressivement repris le contrôle des débats et a réussi à revenir au score juste avant la pause grâce à Obermair (45').

Cette rencontre restera positive sur le plan individuel pour Farès Chaïbi, qui débloque ainsi son compteur de passes décisives en championnat cette saison. Sa contribution confirme son importance dans l'animation offensive de l'Eintracht.

Au classement, Francfort occupe la neuvième place avec 12 points. Le club reste à quatre longueurs du Top 4 et conserve donc des ambitions dans la course aux places européennes.

QATAR

Mahrez s'illustre

À l'occasion de la 9e journée de la Qatar Stars League avant-hier, Al Shamal a surclassé la lanterne rouge, Al Sailiya, sur le score fleuve de 5-0. Dans une rencontre à sens unique, Riyad Mahrez a éclaboussé le match de son talent en s'offrant un but et trois passes décisives, tandis que son compatriote Baghdad Bounedjah a également participé à la fête.

Le festival offensif a débuté dès la 20e minute de jeu grâce à une inspiration de l'ancien joueur de Manchester City, qui a déposé un centre millimétré sur la tête de Wesley Saïd pour l'ouverture du score. Dominateurs, les joueurs d'Al Shamal ont concrétisé leur supériorité juste avant la pause lorsque l'international algérien s'est chargé de transformer un penalty pour faire le break (40e).

Au retour des vestiaires, le récital a repris de plus belle. Dès la 47e minute, Riyad Mahrez s'est mué une nouvelle fois en passeur pour servir idéalement son coéquipier portugais Tiago Silva, enfonçant ainsi le clou. La démonstration collective s'est parachevée à la 65e minute sur une connexion 100 % algérienne : Mahrez a distillé sa troisième offrande de la soirée pour Baghdad Bounedjah, qui a scellé le score final de la rencontre en inscrivant le cinquième but de son équipe. Désigné logiquement homme du match, l'ancien capitaine des Verts affiche des statistiques impressionnantes depuis son arrivée. En seulement 6 apparitions toutes compétitions confondues avec Al Shamal, il totalise déjà 3 réalisations et 5 passes décisives. Son compatriote Baghdad Bounedjah confirme lui aussi son efficacité devant le but, portant son bilan à 6 réalisations en 11 matchs disputés. Grâce à cette victoire écrasante, Al Shamal réalise une excellente opération comptable et se hisse à la 5e place du classement général.

POWERLIFTING ET DÉVELOPPÉ COUCHÉ

L'Algérie survole le Championnat d'Afrique

La sélection algérienne de powerlifting et de développé couché s'est brillamment illustrée en remportant 17 médailles d'or lors du Championnat d'Afrique organisé du 1er au 6 novembre en Afrique du Sud, auquel ont participé 17 athlètes (messieurs et dames) dans les catégories cadettes, juniors et seniors. Quatorze (14) médailles d'or ont été décrochées en powerlifting et 3 médailles d'or en développé couché.

En powerlifting, le trio Ayoub Arouch (53 kg), Ahmed Sami Naamaoui (83 kg) et Oussama Chaabane (93 kg) a décroché l'or chez les cadets, alors qu'Anes Abdelmadjid Benyahia (105 kg) et Ayoub Smaali (-120 kg) ont été sacrés chez les juniors garçons.

Dans la catégorie des seniors (messieurs), Slimane Benmeddah (83 kg), Mohamed Sahad (-120 kg), Ilyas Bentakha (105 kg), Aymen Ibrahim El Khalil Nouari (93 kg), Abdessalam Lekhal (+120 kg) et Yacine Moudjahid (74 kg) ont décroché l'or. Tinhinane Dernouni (47 kg), Safia Kouri (63 kg) et Khadidja Belhadj (-76 kg) se sont illustrées chez les seniors dames.

En développé couché, les médailles d'or sont revenues aux athlètes Mabrouk Barakat (66 kg), Abderrahim Bekbir (Seniors, 93 kg) et Ilyas Boughalem (+120 kg).

Au classement général par équipes, l'Algérie a décroché la 1ère place chez les seniors messieurs (en powerlifting et développé couché) ainsi que chez les cadets garçons (en powerlifting). Elle s'est également classée à la 2ème place chez les seniors dames et les juniors messieurs en powerlifting.

FESTIVAL FIFA U15

L'Algérie tombe face au Kenya

La sélection algérienne des moins de 15 ans a vu son parcours en Division A du Mondial-Festival FIFA U15 2026 s'arrêter en demi-finale. Les jeunes Verts se sont inclinés face au Kenya (4-3), jeudi passé au complexe sportif de Hovsan, en Azerbaïdjan, malgré une belle prestation offensive d'Abdelkarim Meharzi, auteur d'un triplé. Cruelle désillusion pour les protégés de Karim Ziani. Au terme d'une rencontre particulièrement disputée, les Algériens ont cédé face à une formation kenyane plus efficace, laissant ainsi échapper une place en finale. La performance de Meharzi, qui a inscrit les trois buts de son équipe, n'aura malheureusement pas suffi à éviter cette élimination.



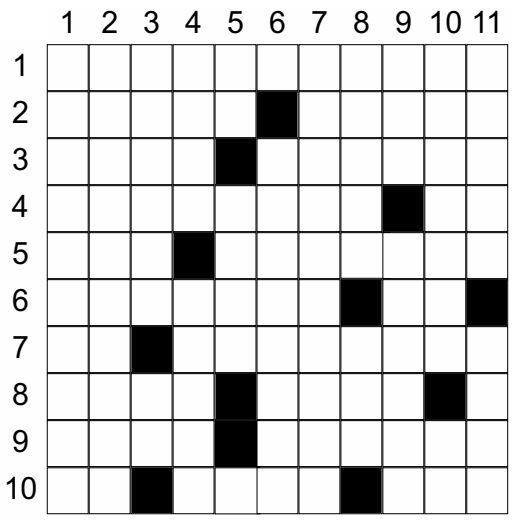
UN PARCOURS REMARQUABLE EN PHASE DE GROUPES

Malgré cette élimination, la sélection algérienne peut retenir de nombreux enseignements positifs de sa participation à cette compétition. Les joueurs de Karim Ziani ont notamment réalisé une excellente phase de groupes, avec quatre victoires face à l'Argentine (1-0), au Suriname (5-0), au Taipei chinois (5-0) et au Malawi (4-0), ainsi qu'un match nul contre Oman (3-3).

Un bilan qui témoigne du potentiel de cette génération, capable de rivaliser avec plusieurs sélections internationales et de proposer un football offensif séduisant.

Si l'aventure algérienne s'arrête en demi-finale de la Division A, le parcours réalisé par les jeunes Verts, marqué notamment par leurs succès face à l'Argentine et leurs larges victoires en phase de groupes, reste une expérience encourageante pour l'avenir.

Mots Croisés



Horizontalement

1- Tristesse. 2- Savants - Récente.
3- Egoïne - Placer des sentinelles. 4- Enveloppe de la graine - Négation. 5- Fait surface - Chaude. 6- Imita le canard - En fin d'année.
7- Remplace la virgule - Renouvelés. 8- Outil - Sa capitale est Dublin. 9- Pas la porte à côté ! - Il est épineux. 10- Dans - Paradis - Imbécile.

Verticalement

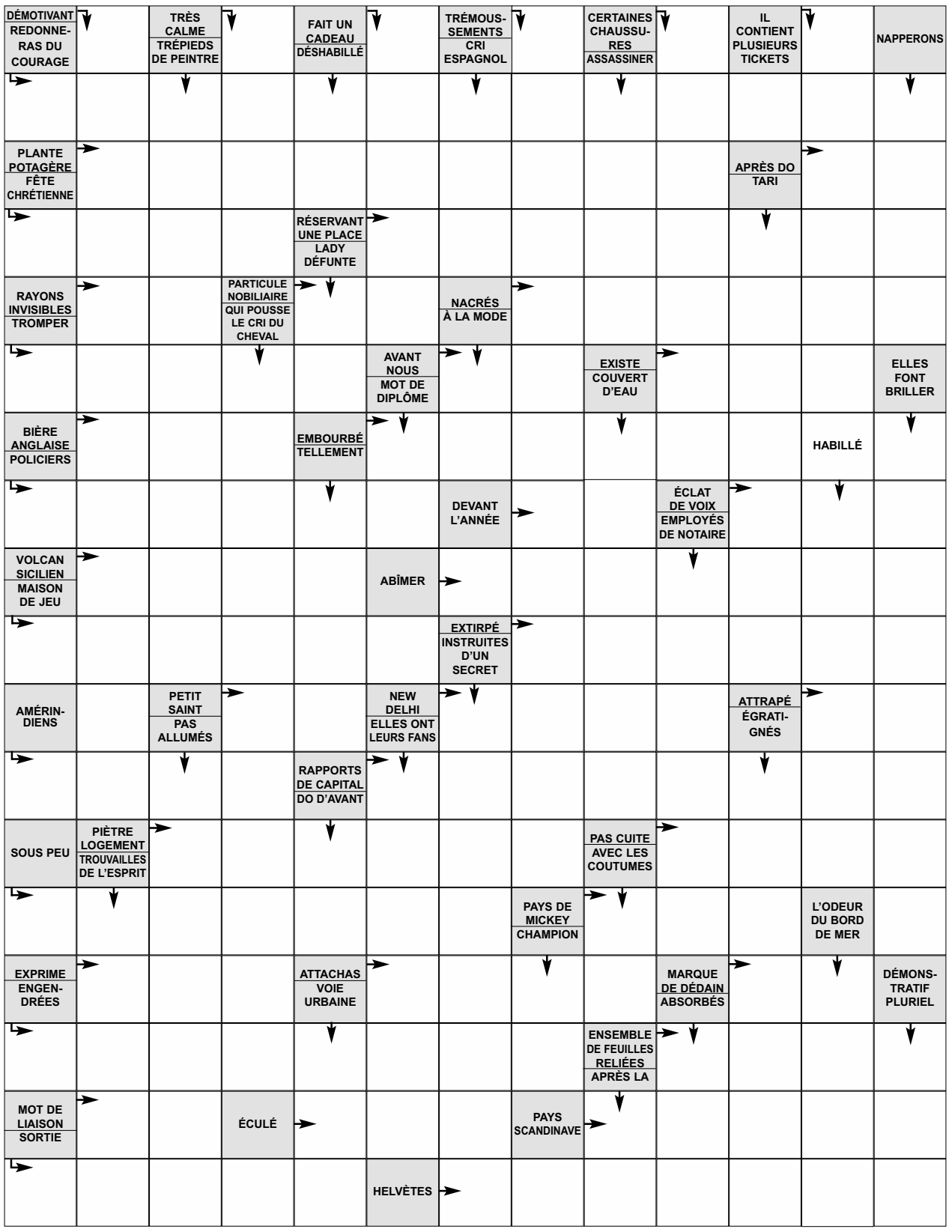
1- Fait partie du costume national grec.
2- Est parfois variqueuse. 3- Eternelles sur les hauteurs - Note. 4- Coureur australien - Prénom étranger. 5- Cognait sur les esclaves - Comme une fleur portant des étamines. 6- Une huître très recherchée. 7- Ca déborde. 8- Légère - Légumineuses. 9- Pour faire des joints hermétiques - Ver marin. 10- N'a plus d'odeur - Direction. 11- Suite - On jette le mauvais.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Eglentier Eglontier Eglanttier Eglantier	Interrampre Interompre Interrompre Intérrompre
Eglentier Eglontier Eglanttier Eglantier	Malappris Mal-appris Malapris Male-appris

Les mots fléchés



BIFFE-TOUT

EN 9 LETTRES :
Sorte de dictionnaire

ACHARNÉ	HOMOZYGOTE	PERCALINE
APTE	INTERMEZZO	RAVISSANT
ARCHER	LABYRINTHE	REPORTAGE
ARQUER	LOSANGE	SOURIRE
CÉLÉBRATION	MALPOLIE	SUBLIME
CHARANÇON	MAMAN	SULFUREUX
DISLOQUER	MARCASSIN	TARENTULE
EFFORT	MÉTÉOROLOGIE	TENDON
ETHYLÈNE	MONTAGNE	TÉNÉRÉ
FISSIBLE	NÉGATIVISME	TENNIS
FRIPOUILLE	NIMBUS	TRAFICOTER
GASOIL	NOUER	TROTTOIR
GLOUGLOU	NUMISMATE	USUFRUIT
GOÉLAND	OUVERTURE	VENDANGEUR
GROGNE	OUVRIR	VERMICELLE
GUÊPIER	PAGAILLE	VÉRONE
HAREM	PELLICULE	YANKEE

V	E	R	M	I	C	E	L	L	E	E	H	T	N	I	R	Y	B	A	L
N	P	E	L	L	I	C	U	L	E	E	G	A	T	R	O	P	E	R	G
U	E	R	U	T	R	E	V	U	O	T	A	R	E	N	T	U	L	E	L
M	C	T	E	E	S	E	G	U	V	R	L	M	I	E	O	E	H	N	O
I	E	E	H	M	R	U	S	O	U	E	E	I	N	R	N	U	E	S	U
S	R	C	L	E	I	U	B	E	E	T	R	D	O	R	V	G	E	T	G
M	R	E	N	E	F	L	G	M	E	L	O	O	A	S	A	U	N	R	L
A	L	E	U	R	B	N	B	O	I	N	A	H	N	T	A	A	O	S	O
T	T	O	U	Q	A	R	R	U	N	N	C	N	I	E	S	G	O	A	U
E	S	I	S	D	O	O	A	O	S	A	I	V	D	S	N	U	Y	E	O
E	T	I	N	A	L	L	C	T	X	K	I	S	I	E	R	E	A	N	Z
N	F	E	N	O	N	N	S	U	I	S	R	V	S	I	U	P	N	G	Z
I	V	F	G	N	A	G	E	I	M	O	A	O	R	A	R	I	K	A	E
L	M	I	O	R	E	R	E	E	D	R	N	E	W	N	C	E	E	T	M
A	E	E	A	R	U	T	R	O	T	T	O	I	R	H	A	R	E	N	R
C	P	H	R	F	T	R	A	F	I	C	O	T	E	R	C	M	A	O	E
R	C	T	L	A	R	Q	U	E	R	U	E	T	I	U	R	T	A	M	T
E	S	U	E	T	H	Y	L	E	N	E	E	I	L	O	P	L	A	M	N
P	S	P	A	G	A	I	L	L	E	E	L	B	I	S	S	I	F	P	I
F	R	I	P	O	U	I	L	L	E	E	T	O	G	Y	Z	O	M	O	H

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
TIRELIRE - OPEP - PACIFICATEUR - MENTAL - INERTE - GAIES - SEC - EDEN - ROSE - EMU - REGNANT - BRUS - MA - LOIN - CLAN - PNEU - ERRA - IF - DEO - ATTEINT - AUSSI - MACHER - TURC - GNON - ERE - REPEINTE - AS - EDILES - TERNIT - OSER - LE - SALI - BU - RITUEL - ILE - TRAME - SONNER - HANTEES - BASSE.

VERTICALEMENT
PIPE - DRAPEAU - DOUTA - RANGEE - NOURRIS - RN - RECTANGLE - SCELERAT - LIAI - NOUAS - PERIME - GIFLERAI - TIGES - TEE - RI - SONNET - NI - LU - CECI - ST - REMONTEES - ANSE - CRIANTE - LOB - POTEE - BLANC - ERS - NA - PERCERA - THE - NAINS - PEUT - MUNI - ERAILLES - PREVUS - FORESTIERE.

MOTS CROISES

VERTICALEMENT
1- PRETAPORTER. 2- RATILE - AH. 3- ONAGRAIRES. 4- PIGEON - EAUX. 5- AME - PSITT.
6- GA - AH - VERIN. 7- ATELIER - ART.
8- NI - METEIL. 9- DOREE - EPI. 10- EN - EST - ASIE.

HORIZONTALEMENT
1- PROPAGANDE. 2- RANIMATION. 3- ETAGE.
4- TIGE - ALMEE. 5- ATROPHIEES. 6- PEANS - ET. 7- IVRES. 8- RARETE. 9- THEATRALES.
10- SU - IR - PI. 11- RE - XANTHIE.

4x4 - Cabotinage - Obédience - Fainéantise - recueillir

BIFFE-TOUT : ZAMANE

CHATGPT VEUT ALLER AU-DELÀ DU TEXTE

Ce que GPT-6 pourrait changer

Au-delà de la simple génération de texte, OpenAI ambitionne de transformer son assistant en un véritable outil d'accompagnement, capable d'adapter ses réponses aux besoins des utilisateurs.

ChatGPT s'apprête à franchir une nouvelle étape : sa prochaine version, baptisée GPT-6, ne devrait plus se limiter à produire des réponses écrites. L'outil pourrait créer des contenus visuels et interactifs, comme des schémas, des graphiques ou des tableaux, adaptés aux questions des utilisateurs. Il pourrait également suggérer des questions complémentaires pour mieux cerner leurs besoins. Le déploiement devrait débuter auprès des abonnés payants avant de s'étendre aux comptes gratuits.

Depuis son arrivée dans le quotidien du grand public, ChatGPT est principalement utilisé pour rédiger, résumer ou expliquer. Ces fonctions pourraient désormais s'accompagner d'une approche plus visuelle de l'information. Au lieu de proposer systématiquement une longue réponse textuelle, le chatbot chercherait à composer des interfaces adaptées, afin de faciliter la compréhension.

Cette évolution traduit un changement d'ambition : il ne s'agit plus seulement de répondre aux questions, mais aussi d'accompagner l'utilisateur dans sa recherche d'informations. Une explication pourrait ainsi prendre la forme d'un dessin, d'un tableau comparatif ou d'une représentation graphique. Le format de la réponse deviendrait alors aussi important que son contenu.



DE LA RÉPONSE ÉCRITE À L'EXPÉRIENCE INTERACTIVE

Le principe est simple : chaque question pourrait donner lieu à une présentation adaptée. Une notion complexe pourrait être décomposée en plusieurs étapes, tandis qu'une comparaison serait plus facile à comprendre dans un tableau. Pour explorer les nouvelles fonctionnalités de l'intelligence artificielle dans les produits numériques, on peut également revenir sur les annonces consacrées à ChatGPT et aux évolutions logicielles présentées lors de la WWDC.

Schémas, graphiques et tableaux pour dépasser le format classique

Selon les informations communiquées autour de cette version, GPT-6 pourrait générer des interfaces interactives, allant des schémas explicatifs aux graphiques. Il serait également capable de présenter des cartes ou des tableaux lorsque ces formats se révèlent plus adaptés à la demande. L'objectif est de rendre les réponses plus accessibles, notamment lorsqu'un sujet nécessite de comprendre plusieurs relations ou de suivre différentes étapes.

Une démonstration promotionnelle illustre cette approche avec un schéma destiné à guider la réparation d'un vélo. Plutôt que de décrire uniquement les différentes étapes, l'assistant représente visuellement les éléments à examiner. Ce type de support pourrait s'avérer particulièrement utile pour comprendre une procédure sans devoir parcourir un long bloc de texte.

La présentation ne serait pas nécessairement identique d'une recherche à l'autre. Une explication générale pourrait rester textuelle, tandis qu'une question pratique pourrait entraîner la création d'un visuel plus direct. L'idée serait donc d'adapter la réponse au problème posé, plutôt que d'imposer un format unique à toutes les conversations.

UNE AIDE PLUS CONCRÈTE POUR LES QUESTIONS PRATIQUES

Dans certains cas, un schéma bien conçu peut réduire les hésitations et rendre une consigne plus facile à suivre. Cette approche serait particulièrement pertinente pour les tâches manuelles, les notions techniques ou les informations difficiles à organiser mentalement. La démonstration autour de la réparation d'un vélo donne un aperçu de cette utilisation, sans pour autant garantir que chaque réponse visuelle sera toujours suffisante ou exacte.

Cette évolution renforce également l'importance de la sélection des informations et de leur mise en forme. Un graphique doit être lisible, un tableau doit comparer des éléments pertinents et une illustration doit rester fidèle à l'explication. La qualité de l'outil ne dépendra donc pas uniquement de sa capacité à générer des images, mais aussi de la fiabilité de leur contenu.

MIEUX CERNER LES BESOINS DES UTILISATEURS

GPT-6 pourrait également proposer spontanément des questions complémentaires. Lorsqu'une demande manque de précision, l'assistant serait susceptible d'inviter l'utilisateur à ajouter un détail ou à choisir entre plusieurs pistes. Cette démarche transformerait la nature de l'échange : au lieu d'attendre une formulation parfaite, le chatbot pourrait aider à préciser la question au fil de la conversation.

Une relance pertinente permettrait d'éviter une réponse trop générale. Une personne demandant des conseils sans préciser son objectif pourrait, par exemple, être invitée à indiquer son niveau ou le contexte de sa recherche. Le dialogue deviendrait ainsi plus guidé, tout en laissant à l'utilisateur la liberté de préciser ses attentes.

Cette évolution soulève néanmoins une question de confiance. Les suggestions doivent aider à clarifier la demande, et non orienter artificiellement la conversation vers une réponse prédéterminée. Les sujets concernant les enfants rendent cet enjeu particulièrement sensible. Les mesures de contrôle parental mises en place par ChatGPT montrent à quel point la sécurité et l'encadrement des usages occupent une place importante dans le développement de ces outils.

UN DÉPLOIEMENT PROGRESSIF

La nouvelle version devrait être proposée dans un premier temps aux utilisateurs payants de ChatGPT. L'accès serait ensuite élargi aux comptes gratuits, selon un calendrier de déploiement progressif. Cette méthode permettrait de rendre les nouvelles fonctionnalités disponibles par étapes, même si tous les utilisateurs ne devraient pas y avoir accès simultanément.

Pour le grand public, le changement pourrait se traduire par des réponses plus dynamiques et une assistance davantage adaptée au contexte. Les habitudes ne changeront, toutefois, pas nécessairement du jour au lendemain : de nombreuses demandes continueront d'appeler une simple réponse écrite. Le défi consistera à proposer le bon niveau d'interactivité, sans ajouter de complexité lorsqu'elle n'apporte aucune valeur supplémentaire.

INNOVATION, CONCURRENCE ET QUESTIONS DE RESPONSABILITÉ

OpenAI développe ChatGPT dans un secteur où les grandes entreprises technologiques rivalisent pour attirer les utilisateurs. L'enrichissement des réponses par des éléments visuels et des fonctionnalités interactives constitue un moyen de différencier son service. La concurrence avec Gemini, notamment, accentue la pression sur les acteurs du secteur, qui doivent régulièrement proposer de nouvelles fonctionnalités.

Cette course à l'innovation s'accompagne de débats sur les limites de l'intelligence artificielle générative. Des internautes et des professionnels ont notamment contesté l'utilisation de ces plateformes, comme le rappelle l'appel collectif au boycott de ChatGPT et d'autres services similaires. Les préoccupations portent notamment sur la place croissante de ces technologies et les conséquences de leur déploiement.

Les questions de gouvernance occupent également une place importante dans les discussions. L'annonce selon laquelle OpenAI a écarté plusieurs employés ayant signalé des risques liés à l'intelligence artificielle a alimenté le débat sur le traitement des alertes internes. Pour un assistant qui ambitionne de guider davantage les internautes, la transparence concernant ses capacités et ses limites demeure essentielle.

Les systèmes génératifs peuvent également se tromper, y compris lorsqu'ils produisent des réponses présentées sous une forme visuelle. Une image structurée ne constitue pas automatiquement une information fiable : elle peut même rendre une erreur plus convaincante si l'utilisateur ne vérifie pas les éléments avancés. Les exemples de réponses surprenantes produites par des IA rappellent la nécessité de conserver un regard critique, comme l'illustre l'épisode du robot français Lucie et de ses fameux «œufs de vache».

LA FORME NE REMPLACE PAS LA FIABILITÉ

La promesse d'une interface plus claire ne suffit pas, à elle seule, à résoudre les problèmes liés à l'exactitude des réponses. Un schéma peut simplifier un raisonnement, mais aussi en omettre certaines nuances. Les utilisateurs devront donc pouvoir distinguer une représentation utile d'une explication réellement vérifiée.

Pour OpenAI, l'enjeu consiste à associer simplicité d'utilisation et prudence. L'assistant devra signaler ses incertitudes lorsque le contexte le justifie, tout en évitant de surcharger chaque échange d'avertissements. La qualité de l'expérience reposera sur cet équilibre autant que sur la diversité des formats proposés.

Avec GPT-6, ChatGPT entend ainsi élargir son rôle : répondre, illustrer et relancer au cours d'un même échange. Cette ambition place l'assistant conversationnel au-delà du simple outil de rédaction, dans un univers où les interactions deviennent plus riches et personnalisées. Reste à savoir comment ces fonctionnalités répondront aux attentes des utilisateurs et permettront à OpenAI de se démarquer face à la concurrence croissante dans le secteur de l'intelligence artificielle.

CRÉSUS

CRÉSUS # 2294 DU LUNDI 9 NOVEMBRE 2026

COP 31

L'Algérie veut faire entendre sa voix

À travers une participation axée sur le financement climatique, l'adaptation aux changements climatiques et les marchés du carbone, l'Algérie défendra une vision conciliant protection de l'environnement, équité internationale et impératifs de développement économique.

L'Algérie prendra part à la 31e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP31), prévue du 9 au 20 novembre à Antalya, en Turquie, avec un programme ambitieux visant à mettre en lumière les avancées réalisées en matière d'action climatique et à promouvoir sa vision d'une transition conciliant impératifs environnementaux et exigences du développement économique. À travers cette participation, l'Algérie entend valoriser les efforts déployés pour intégrer progressivement les enjeux climatiques dans ses politiques publiques, tout en réaffirmant son attachement à une gouvernance climatique internationale fondée sur les principes d'équité, de solidarité et de respect des spécificités nationales. Cette démarche intervient dans un contexte international marqué par l'urgence d'intensifier la lutte contre les changements climatiques et de traduire les engagements des États en actions concrètes. La COP31 constituera ainsi une nouvelle étape dans les négociations internationales sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la transition énergétique et le renforcement des mécanismes de financement climatique.



LE FINANCEMENT CLIMATIQUE AU CŒUR DES PRIORITÉS

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, avait récemment souligné, lors d'un atelier national consacré au financement climatique et aux marchés du carbone, l'importance d'intégrer systématiquement la dimension climatique dans les politiques publiques de développement. Pour l'Algérie, l'action climatique ne se limite plus au respect de ses engagements internationaux. Elle représente également un levier stratégique de diversification économique, de promotion de l'investissement productif et de consolidation d'un modèle de développement durable, en adéquation avec les priorités nationales.

Dans cette perspective, elle a soumis la version actualisée de ses contributions déterminées au niveau national (CDN) au secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), réaffirmant ainsi sa volonté de contribuer aux efforts internationaux visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

RENFORCER LA RÉSILIENCE NATIONALE

Parallèlement, l'Algérie s'appuie sur son Plan national d'adaptation aux changements climatiques à l'horizon 2035 pour renforcer sa résilience face aux risques climatiques, mieux cerner les facteurs de vulnérabilité et développer ses capacités d'adaptation. Une attention particulière est également accordée à l'amélioration des dispositifs de mesure, de notification et de vérification (MNV), ainsi qu'au renforcement des mécanismes de veille et d'alerte précoce.

Dans le cadre de la COP31, l'Algérie entend également apporter sa contribution aux discussions relatives aux marchés du carbone et à l'élaboration d'une stratégie nationale intégrée en la matière. Fondée sur une approche participative, cette démarche vise à mettre en place un cadre adapté aux réalités nationales, permettant de tirer parti des opportunités économiques offertes par ces mécanismes, tout en garantissant la protection de l'environnement.

DES NÉGOCIATIONS AUTOUR D'ENJEUX CLIMATIQUES MAJEURS

Les négociations porteront sur des enjeux stratégiques liés au financement climatique, à l'adaptation, aux pertes et préjudices, à la transition énergétique juste et à la préservation des ressources naturelles. Les discussions examineront également les effets du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) sur les échanges commerciaux et les économies des pays en développement.

Sur le plan de l'organisation des travaux, l'Australie, en coordination avec les pays d'Océanie, pilotera le volet technique des négociations. Les dirigeants mondiaux sont attendus les 11 et 12 novembre, tandis que la séquence ministérielle se déroulera du 16 au 20 novembre.

Pour l'Algérie, cette échéance internationale constitue une opportunité de consolider sa présence dans les négociations climatiques, de faire connaître les progrès accomplis et de défendre une approche tenant compte des réalités économiques, des capacités nationales et des impératifs de développement des différents pays.

À travers cette participation, l'Algérie entend ainsi contribuer à l'émergence d'une gouvernance climatique internationale plus équilibrée et inclusive, fondée sur le principe selon lequel la lutte contre les changements climatiques doit aller de pair avec le droit au développement, l'équité entre les nations et le respect de la souveraineté des États.

Synthèse smail R.

SUPERCOUPE D'AFRIQUE

L'USMA s'offre un deuxième sacre continental

En s'imposant 3-1 face aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns à Pretoria, l'USM Alger ajoute une nouvelle page glorieuse à son histoire et confirme son statut de grand club du football africain.

Les Rouge et Noir ont remporté la Supercoupe d'Afrique au terme d'une finale parfaitement maîtrisée face à Mamelodi Sundowns. Une victoire de prestige qui permet au club algérois de décrocher son deuxième trophée dans cette compétition et de confirmer son rayonnement sur la scène continentale.

Les Usmistes ont vite affiché leurs ambitions. Dès la 4e minute, Zakaria Draoui a ouvert le score à la suite d'une belle action initiée par Ahmed Khaldi, auteur d'un excellent travail individuel, avant de servir idéalement son coéquipier en retrait.

Menés au score, les Sud-Africains ont réagi et réussi à revenir dans la partie grâce à Iqraam Rayners, qui a transformé un penalty à la 25e minute.

Mais la réaction algéroise ne s'est pas fait attendre. À la 37e minute, Saâdi Redouani, bien placé sur corner, a repris victorieusement le ballon de la tête pour redonner l'avantage à son équipe et permettre à l'USMA de rejoindre les vestiaires avec un avantage de 2-1.

Les Rouge et Noir ont ensuite poursuivi leurs efforts pour consolider leur domination et porter le score à 3-1, scellant ainsi une victoire mémorable dans la capitale sud-africaine.

Ce nouveau sacre vient enrichir le palmarès continental de l'USM Alger, déjà vainqueur de la Coupe de la Confédération lors de la saison 2025-2026 face au Zamalek. En 2023, les Algérois avaient déjà inscrit leur nom au palmarès de la Supercoupe d'Afrique en battant Al Ahly sur le score de 1-0.

Avec ce deuxième sacre continental dans la compétition, l'USM Alger confirme sa stature africaine et offre une nouvelle consécration au football algérien.

Rafik G.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ARABE D'ORAN

La Sultanat d'Oman à l'honneur

Le Sultanat d'Oman sera l'invité d'honneur de la 14e édition du Festival international du film arabe d'Oran, prévue du 18 au 24 décembre. Un programme spécial mettra en lumière le cinéma omanais à travers des projections, la présentation de ses créateurs et des rencontres avec des cinéastes algériens et arabes. Cette initiative vise à renforcer les échanges culturels et la coopération cinématographique entre les pays arabes, tout en consolidant les liens fraternels entre l'Algérie et Oman.

BLANCHIMENT D'ARGENT

8 individus arrêtés, un trésor en devises et en or saisi par l'ANP

Les services de sécurité de la 5e Région militaire ont démantelé, samedi 7 novembre 2026, un réseau criminel organisé spécialisé dans le blanchiment d'argent. L'opération s'est soldée par l'arrestation de 8 personnes et la saisie d'importantes sommes d'argent, de métaux précieux et de plusieurs véhicules, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN), publié hier. Selon la même source, les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) ont récupéré près de 5 milliards de centimes en monnaie nationale, ainsi que 45 125 euros et diverses sommes en devises étrangères.

L'intervention a également permis la saisie de 1,861 kg d'or, de 8 véhicules touristiques et de 4 fusils de chasse, en plus d'autres effets qui seraient utilisés dans les opérations de blanchiment d'argent. Dans son communiqué, le ministère de la Défense nationale inscrit cette opération dans le cadre des efforts continus de l'Armée nationale populaire pour lutter contre les différentes formes de criminalité organisée.

Le ministère souligne, enfin, que cette intervention s'inscrit dans la mobilisation permanente des unités de l'ANP pour lutter contre les activités criminelles susceptibles de porter atteinte à l'économie nationale.